



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1990/13
8 août 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
Quarante-deuxième session
Point 5 b) de l'ordre du jour provisoire

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME,
DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE
ACCORDEE AU REGIME RACISTE ET COLONIALISTE D'AFRIQUE DU SUD

Rapport mis à jour établi par M. Ahmad M. Khalifa,
Rapporteur spécial

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. HISTORIQUE	1 - 11	1
II. TENDANCES DU DESINVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU SUD ..	12 - 27	3
A. Les désinvestissements et l'état de l'économie nationale	12 - 14	3
B. Tendances actuelles du désinvestissement	15 - 17	4
C. Formes de désinvestissement	18 - 27	6
1. Cessation totale des activités, fermeture des bureaux de vente et de représentation et des filiales	19	6
2. Réduction des investissements directs ...	20	6
3. Vente d'une entreprise en activité	21 - 25	7
4. Nouvelles formes de participation	26 - 27	9
III. ECONOMIE SUD-AFRICAINE : SANCTIONS ET REACTIONS ...	28 - 60	10
A. Faiblesses structurelles de l'économie d' <u>apartheid</u>	28 - 36	10
B. Mesures prises par le Gouvernement sud-africain pour faire face aux sanctions ...	37 - 51	12
1. Moratoire et rééchelonnement de la dette	37 - 42	12
2. Régime de taux de change double	43 - 44	13
3. Mise en échec des sanctions commerciales et achats compensés obligatoires	45 - 46	14
4. Ajustement structurel	47 - 51	15
C. Insuffisances des mesures adoptées par les gouvernements étrangers	52 - 60	16

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
IV. SOURCES UTILISEES POUR L'ETABLISSEMENT DU RAPPORT..	61 - 62	18
V. OBSERVATIONS RECUES PAR LE RAPPORTEUR SPECIAL	63 - 73	19
A. Observations de gouvernements	64	19
B. Observations reçues d'organismes des Nations Unies et d'institutions spécialisées..	65 - 72	23
C. Autres réponses	73	24
VI. ORGANISATION ET CONTENU DE LA LISTE MISE A JOUR ...	74 - 79	24
A. Présentation de la liste générale mise à jour	74 - 78	24
B. Liste des symboles et abréviations	79	25

ANNEXE : Sociétés transnationales sud-africaines à l'étranger

I. HISTORIQUE

1. Dans sa résolution 3 (XXVI), du 19 septembre 1973, la Sous-Commission de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités a recommandé que la Commission des droits de l'homme lui donne des directives pour qu'elle désigne un rapporteur spécial chargé d'évaluer les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'aide apportée aux régimes racistes d'Afrique australe, particulièrement par l'investissement de capitaux étrangers et l'assistance militaire. Cette résolution ayant été entérinée par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social, la Sous-Commission, par sa résolution 2 (XXVII) du 16 août 1974, a nommé M. Ahmed M. Khalifa, Rapporteur spécial, chargé de préparer une étude sur ce sujet. L'étude en question (E/CN.4/Sub.2/383) 1/ a été soumise par M. Khalifa à la Sous-Commission à sa trentième session, puis examinée par la Commission des droits de l'homme à sa trente-quatrième session et par l'Assemblée générale à sa trente-troisième session.

2. Dans sa résolution 1 (XXX) du 26 août 1977, la Sous-Commission, ayant examiné le rapport de M. Khalifa, a invité le Rapporteur spécial, conformément au vœu exprimé par la Commission des droits de l'homme, à préparer les éléments nécessaires pour l'établissement d'une liste générale provisoire de tous ceux dont les activités constituent une assistance aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe.

3. Le rapport établi par M. Khalifa conformément à cette demande (E/CN.4/425 et Corr.1 à 3 et Add.1 à 7) contenait une liste générale provisoire des banques, entreprises et autres organismes accordant une assistance aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe, ainsi que les observations que le Rapporteur spécial avait reçues des gouvernements sur cette question.

4. Par sa résolution 2 (XXXIII) du 2 septembre 1980 et conformément à la résolution 11 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme datée du 26 février 1980, entérinée par le Conseil économique et social dans sa décision 1980/131 du 2 mai 1980, la Sous-Commission a décidé de donner pour instructions au Rapporteur spécial de continuer à mettre la liste à jour chaque année et de communiquer le rapport mis à jour à la Commission par son intermédiaire. Cette décision a été approuvée par la Commission dans sa résolution 8 (XXXVII) du 23 février 1981, puis entérinée par le Conseil économique et social dans sa décision 1981/141 du 8 mai 1981.

5. L'Assemblée générale, à ses trente-cinquième, trente-septième, trente-neuvième, quarante et unième et quarante-troisième sessions (résolutions 35/32 du 14 novembre 1980, 37/39 du 3 décembre 1982, 39/15 du 23 novembre 1984, 41/95 du 4 décembre 1986 et 43/92 du 8 décembre 1988) et la Commission des droits de l'homme, de sa trente-septième à sa quarante-cinquième session (résolutions 8 (XXXVII) du 23 février 1981, 1982/12 du 25 février 1982, 1983/11 du 18 février 1983, 1984/6 du 28 février 1984, 1985/9 du 26 février 1985, 1986/6 du 28 février 1986, 1987/10 du 26 février 1987, 1988/12 du 29 février 1988 et 1989/6 du 23 février 1989), ont chargé le Rapporteur spécial de mettre, chaque année, son rapport à jour.

6. Conformément à ces résolutions et décisions, le Rapporteur spécial, M. Khalifa, a soumis les rapports ci-après :

E/CN.4/Sub.2/1982/10,
E/CN.4/Sub.2/1983/6 et Add.1 et 2,
E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2,
E/CN.4/Sub.2/1985/8 et Add.1 et 2,
E/CN.4/Sub.2/1987/8/Rev.1 et Add.1, première et deuxième parties,
E/CN.4/Sub.2/1988/6 et Add.1,
E/CN.4/Sub.2/1989/9 et Corr.1 et Add.1.

7. Dans sa résolution 43/92 du 8 décembre 1988 l'Assemblée générale a, entre autres, exprimé ses remerciements au Rapporteur spécial pour son rapport mis à jour (E/CN.4/Sub.2/1988/6 et Add.1) et l'a invité :

"a) A continuer de mettre à jour, chaque année, la liste des banques, sociétés transnationales et autres organismes qui aident le régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud, en donnant sur les entreprises signalées les précisions qu'il jugera nécessaires et appropriées, notamment un exposé concernant les réactions éventuelles, et à présenter le rapport mis à jour à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session;

b) A utiliser tous les éléments dont disposent les autres organes de l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres, les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, ainsi que toutes autres sources compétentes, pour indiquer le volume et la nature de l'assistance accordée au régime raciste d'Afrique du Sud, de même que ses conséquences néfastes pour la population;

c) A multiplier les contacts directs avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, le Centre contre l'apartheid du Secrétariat et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie en vue de renforcer la coopération mutuelle nécessaire à la mise à jour de son rapport."

8. Par la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Rapporteur spécial "d'inclure dans son rapport mis à jour une liste des désinvestissements partiels des entreprises étrangères en Afrique du Sud, ainsi que d'y énumérer les diverses techniques que celles-ci emploient pour éviter de se retirer complètement de l'économie sud-africaine". Le Rapporteur spécial a donné suite à la demande de l'Assemblée générale dans son rapport de 1989 (E/CN.4/Sub.2/1989/9 et Corr.1) qui contenait un chapitre II intitulé "Tendances du désinvestissement en Afrique du Sud".

9. A sa quarante-sixième session, la Commission des droits de l'homme a adopté les résolutions 1990/22 et 1990/23, le 27 février 1990. Dans sa résolution 1990/22, la Commission a, entre autres, exprimé ses remerciements au Rapporteur spécial pour son rapport mis à jour. Dans la résolution 1990/23, elle a recommandé que le Conseil économique et social invite le Rapporteur spécial à continuer de mettre à jour son rapport.

10. En application des recommandations de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (résolution 1989/18 du 31 août 1989) et de la Commission des droits de l'homme (résolution 1990/23), le Conseil économique et social a, par sa résolution 1990/34 du 25 mai 1990, entre autres, invité le Rapporteur spécial à continuer de mettre à jour son rapport. Il a invité la Sous-Commission et la Commission des droits de l'homme à examiner le rapport mis à jour à leurs quarante-deuxième et quarante-septième sessions respectivement.

11. Conformément auxdites résolutions, le Rapporteur spécial a poursuivi ses contacts avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Centre contre l'apartheid. En 1990, il s'est rendu dans ces deux centres où il a rencontré les fonctionnaires responsables, avec lesquels il a procédé à un échange de vues profitable.

II. TENDANCES DU DESINVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU SUD */

A. Les désinvestissements et l'état de l'économie nationale

12. Depuis 1984, un certain nombre de grandes sociétés transnationales ont vendu leurs filiales sud-africaines ou annoncé leur intention de le faire. Tout porte à croire toutefois que plusieurs des sociétés qui se retirent d'Afrique du Sud maintiennent avec ce pays des liens autres que la participation au capital, réduisant ainsi à néant l'objectif même des mesures de désinvestissement. Ces liens indirects sont établis par le biais, premièrement, d'un accord de licence passé avec une autre société ayant son siège en Afrique du Sud ou dans un pays tiers; deuxièmement, d'une licence de fabrication octroyée à une société nouvellement créée; troisièmement, d'une licence de fabrication accordée à une société fiduciaire spécialement créée à cet effet. Ce type d'arrangement permet à la société qui se retire de maintenir sa présence indirectement dans le pays d'accueil et d'assurer la continuité du transfert de technologie.

13. On a prétendu qu'au milieu de 1988, les désinvestissements effectués portaient sur environ 46 % des filiales étrangères opérant en Afrique du Sud. Il y a eu une vague soudaine de désinvestissement parmi les sociétés étrangères, mais reste à savoir dans quelle mesure ces sociétés rompent-elles vraiment leurs liens économiques avec l'Afrique du Sud lorsqu'elles mettent fin à leurs activités directes dans ce pays ou vendent leurs avoirs sud-africains. Ce problème n'a guère été abordé dans les documents sur le sujet.

14. On se souviendra peut-être ici qu'un certain nombre d'événements aussi bien intérieurs qu'extérieurs ont plus ou moins coïncidé avec la période des années 80 où le débat sur le retrait des investissements en Afrique du Sud

*/ Le présent chapitre est établi essentiellement à partir des documents E/1989/17, E/C.10/1989/7, E/C.10/1989/8, E/C.10/1989/9 et E/C.10/1988/7 soumis à la Commission des sociétés transnationales et du rapport établi par Beate Klein et intitulé "Transnational corporate disinvestment from Africa: Selective Disengagement" (Centre des Nations Unies contre l'apartheid, notes et documents - 13/88, août 1988).

avait pris une importance internationale considérable. Premièrement, le taux d'investissement global (formation de capital) de l'économie accusait une baisse sensible puisqu'il était tombé de 26,4 % en 1980 à 19,5 % en 1987. La stagnation de la croissance économique et les taux de croissance parfois négatifs enregistrés par l'économie sud-africaine en 1982, 1983 et 1985 reflétaient essentiellement cette baisse lente mais régulière du taux d'investissement global. Deuxièmement, la fluctuation du cours de l'or avait provoqué une certaine instabilité des ressources extérieures du pays, obligeant ce dernier à avoir recours à des contrôles des changes et autres mesures restrictives. Troisièmement, divers événements internes constituant un ensemble de facteurs de déstabilisation totalement différents, tels que les proclamations répétées de l'état d'urgence, les restrictions imposées aux médias, les arrestations massives, les grèves et les manifestations de travailleurs, les mesures d'interdiction, les procès politiques, etc., avaient créé un climat qui n'incitait pas les milieux d'affaires à la confiance. Selon des analyses récentes de l'économie sud-africaine, étant donné que la population augmente actuellement de 2,3 % par an (2,8 % pour la population noire), il faudrait que l'économie atteigne un taux de croissance de 5 % par an au moins pour éviter un nouvel accroissement du chômage qui, d'après des estimations officieuses, touche 6 millions de personnes. Ainsi le manque de ressources, l'instabilité des recettes d'exportation liées à l'or, un taux annuel d'inflation d'environ 15 %, le remboursement d'une dette s'élevant à 27,5 milliards de dollars des Etats-Unis, des difficultés intérieures de gestion budgétaire et "l'état chancelant des marchés mondiaux" qu'il s'agisse des marchés commerciaux ou des marchés financiers, sont autant de facteurs qui expliquent que l'économie sud-africaine, si elle n'est pas au bord de l'effondrement, montre des signes de fatigue.

B. Tendances actuelles du désinvestissement

15. Un rapport révisé (E/1989/17) du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales contient des renseignements sur la situation actuelle des sociétés transnationales de 20 pays ayant des activités en Afrique du Sud et en Namibie et classées comme suit : a) les sociétés transnationales qui se sont défaites de leurs participations en Afrique du Sud/Namibie; b) les sociétés transnationales ayant des participations (plus de 10 %) dans des sociétés opérant en Afrique du Sud; c) les sociétés transnationales ayant des participations (10 %) dans des sociétés opérant en Namibie; d) les sociétés transnationales qui sont en train de se défaire de leurs participations en Afrique du Sud/Namibie. Cette liste a été établie et modifiée d'après toutes les sources d'information disponibles telles que rapports annuels, répertoires de sociétés, répertoires des entreprises industrielles et commerciales, publications spécialisées, revues, etc., et après vérification auprès des sociétés concernées. Il ne faut pas oublier toutefois qu'en raison du critère retenu pour l'établissement de la liste (participation de 10 %), beaucoup de sociétés n'y figurent pas.

16. Sur les 1 226 sociétés transnationales recensées qui opèrent en Afrique du Sud par l'intermédiaire de filiales, 563, soit 46 % de toutes les sociétés transnationales présentes dans ce pays, se sont défaites de leurs participations entre 1984 et 1988. Aujourd'hui, un peu plus de 50 % d'entre elles ont encore des participations en Afrique du Sud/Namibie. Environ 31, soit 2,5 %, ont réduit leurs participations dans des sociétés sud-africaines et 16 d'entre elles, soit 1,3 %, sont en train de se défaire des leurs.

En ce qui concerne les principaux pays investisseurs, les Etats-Unis ont retiré près de 62 % de leurs investissements, le Royaume-Uni 31 % et la République fédérale d'Allemagne environ 22 %. Le Canada en a retiré 80 %, ce qui correspond au retrait de 31 sociétés sur 39, l'Australie 70 %, la Suède 59 %, les Pays-Bas 45 %, la France 42 % et la Suisse 14 %. La Finlande, l'Irlande et la Norvège ont retiré la totalité de leurs investissements, mais leur présence en Afrique du Sud était relativement faible. En revanche, le Portugal, l'Espagne et le Luxembourg qui sont représentés chacun par une seule société en Afrique du Sud n'ont procédé à aucun désinvestissement. Du point de vue statistique, le nombre de retraits est impressionnant mais au coeur du débat sur le désinvestissement réside la question de savoir dans quelle mesure et sous quelles formes une société étrangère conserve des liens indirects avec l'Afrique du Sud après avoir vendu sa participation dans une filiale sud-africaine.

17. Il convient de souligner ici que la promulgation de lois et de décrets fait partie des mesures économiques les plus couramment prises par les gouvernements pour restreindre les investissements directs en Afrique du Sud sous forme de participation au capital social. Le trait caractéristique de la plupart de ces lois est qu'elles admettent les investissements déjà faits mais interdisent tout nouvel investissement sous forme d'apport de capitaux frais ou de transfert de capitaux ou d'extension des activités. Dès 1978, les pays nordiques avaient promulgué des lois en ce sens qui ont depuis été supplantées par des mesures plus poussées qu'ils ont appliquées ultérieurement. On peut citer à titre d'exemple l'interdiction par la Suède de tout nouvel investissement à compter du 1er juillet 1985. Dans ce pays, la définition, assez rigoureuse, des nouveaux investissements, couvrait le leasing de biens d'équipement mais des dérogations étaient prévues pour les nouveaux investissements réalisés dans les secteurs "éducatif, sanitaire et social" liés à des activités humanitaires. Telle a été aussi la politique adoptée par le Conseil des ministres de la CEE qui a pris en octobre 1986 la décision d'interrompre tout nouvel investissement direct en Afrique du Sud en prévoyant toutefois des dérogations pour les activités en faveur des victimes de l'apartheid. Aux Etats-Unis, l'article 5060 de la loi anti-apartheid de 1986 interdit les nouveaux investissements, le versement de fonds et l'octroi de prêts ou crédits à l'Afrique du Sud mais cette interdiction ne couvre pas le réinvestissement des bénéfices. Les Gouvernements australien, autrichien, espagnol, irlandais, français et luxembourgeois ont eux aussi promulgué des lois interdisant les nouveaux investissements en Afrique du Sud. Les restrictions imposées par voie législative aux investissements étrangers directs vers l'Afrique du Sud n'impliquent pas toutefois un désinvestissement total même si elles ont de graves répercussions sur la croissance économique future de l'Afrique du Sud. Parallèlement à ces restrictions, des mesures de désinvestissement ont été prises par des sociétés transnationales, mais, dans bien des cas, ces sociétés ont ensuite conclu secrètement avec leurs anciennes filiales des accords de licence ou d'autres contrats permettant le transfert de technologie qui est vital pour les industries sud-africaines. Certaines des questions relatives aux accords de licence et au maintien par les sociétés de liens autres que la participation au capital avec l'Afrique du Sud sont examinées dans les paragraphes qui suivent.

C. Formes de désinvestissement

18. Les retraits d'investissement prennent plusieurs formes, mais pour les besoins du présent document on en distinguera principalement trois : premièrement, la cessation totale des activités, y compris la fermeture des bureaux de vente et de représentation et des filiales; deuxièmement, la réduction des investissements directs, c'est-à-dire vente partielle et dilution des participations; troisièmement, vente d'une entreprise en activité à une autre société, à une équipe dirigeante locale ou à une société fiduciaire. Les accords de licence ont été largement utilisés dans toutes ces formes de retrait, dont ils constituent un élément essentiel, sauf dans le premier cas. Ces trois modes de retrait des investissements ont été examinés brièvement ci-après à l'aide d'exemples de désinvestissement afin de déterminer dans quelle mesure les sociétés qui se retirent d'Afrique du Sud maintiennent leurs liens économiques avec ce pays par le biais d'autres arrangements.

1. Cessation totale des activités, fermeture des bureaux de vente et de représentation et des filiales

19. Depuis 1984, 32 sociétés transnationales ont eu recours à cette méthode de retrait, ce qui, d'après les renseignements disponibles, correspond à 9 % de toutes les sociétés qui ont désinvesti. Au nombre des sociétés qui ont choisi cette méthode, figurent 29 sociétés des Etats-Unis, une société du Royaume-Uni et deux de la République fédérale d'Allemagne. La Dresdner Bank de la République fédérale d'Allemagne et la Chase Manhattan Bank des Etats-Unis sont les deux principales banques transnationales qui ont fermé leurs bureaux de représentation en Afrique du Sud. Mais le cas le plus connu est celui de la Société Eastman Kodak des Etats-Unis qui a annoncé en 1987 qu'elle vendait sa filiale en Afrique du Sud et mettait fin à ses activités commerciales et de développement-tirage de photos bien qu'elle n'ait pas d'installations de fabrication en Afrique du Sud. Elle a aussi annoncé que ses produits ne seraient plus distribués en Afrique du Sud par l'intermédiaire de qui que ce soit. Néanmoins, Kodak a rétabli sa présence directe en Afrique du Sud, en 1988, en achetant la Sterling Drug Inc. et on trouve toujours des produits Kodak en Afrique du Sud bien qu'on ne sache pas très bien comment ils y parviennent. Par conséquent, la cessation d'activités ne signifie pas nécessairement la fin des engagements en Afrique du Sud. Treize des 32 sociétés qui ont choisi ce mode de désinvestissement conservent des relations sous une forme ou une autre avec l'Afrique du Sud.

2. Réduction des investissements directs

20. Il s'agit ici de vente partielle et de dilution des participations. Etant donné que cette méthode implique une réduction et non une disparition totale des avoirs sud-africains, la poursuite des relations avec l'Afrique du Sud en fait partie intégrante. Cette réduction constitue aussi la première étape d'un processus qui aboutira finalement au désinvestissement total. C'est ainsi que Hill Samuel, Standard Chartered PLC et Metal Box ont retiré tous leurs investissements d'Afrique du Sud après y avoir au départ réduit leurs avoirs. En tout, 31 sociétés auraient jusqu'à présent réduit de cette manière leurs participations dans des sociétés en Afrique du Sud et en Namibie, ce qui représente 2,5 % de toutes les sociétés qui ont désinvesti. Quinze de ces sociétés ont leur siège au Royaume-Uni, 12 aux Etats-Unis, une en Autriche,

une en France, une aux Pays-Bas et une en Suisse. Cette méthode de désinvestissement que ce soit sous forme de vente partielle des actifs ou de dilution des participations par fusion avec d'autres sociétés, permet à ces sociétés d'avoir une présence moins évidente en Afrique du Sud sans pour autant retirer tous leurs avoirs. Il est difficile toutefois d'évaluer les conséquences économiques ou politiques de ces mesures, qui seront relativement moindres que celles d'autres méthodes de retrait total. Dans de nombreux cas, les ventes partielles ne sont rien d'autre qu'un transfert de propriété et les sociétés mères conservent plus ou moins la même emprise sur les marchés financiers et commerciaux.

3. Vente d'une entreprise en activité

21. Comme on l'a dit plus haut, cette méthode revêt normalement trois formes :
a) vente à une autre société; b) vente aux équipes dirigeantes locales;
c) vente à une société fiduciaire.

a) Vente à une autre société

22. C'est la méthode de retrait la plus simple qui a été adoptée par 118 sociétés, soit 35 % des 339 sociétés ayant procédé au désinvestissement, recensées au milieu de l'année 1988. D'aucuns prétendent que le départ des sociétés d'un pays donné permet tout simplement aux transnationales d'autres pays de prendre leur place. Soixante-dix pour cent des sociétés américaines ont ainsi été vendues à des sociétés sud-africaines, mais dans 28 cas de vente à un tiers l'acheteur demeure inconnu.

23. En outre, les renseignements disponibles sur les sociétés qui ont désinvesti montrent que dans tous les cas connus, les ventes à d'autres sociétés n'entraînent pas la fin des relations avec l'Afrique du Sud et que les deux tiers de ces sociétés ont conclu des accords pour maintenir des liens autres que la participation au capital. Il ne fait pas de doute que les investisseurs étrangers en Afrique du Sud ont perdu de leur importance. Autrement dit, il y a davantage de Sud-Africains qui ont des participations majoritaires dans des entreprises industrielles et commerciales, et qui dirigent ces entreprises car les investisseurs sud-africains ont pris la place des investisseurs étrangers. Mais certains de ces nouveaux investisseurs ne font que poursuivre les activités de la société sans rien y changer ou en les adaptant pour qu'elles s'intègrent aux structures du régime. Qui plus est, quelques-uns de ceux qui sont proches des milieux gouvernementaux ont pu, grâce au processus de désinvestissement, racheter des entreprises dans les secteurs sensibles et stratégiques permettant ainsi de plus en plus au gouvernement d'avoir accès à la technologie étrangère en contrepartie des facilités d'achat qui leur ont été accordées. Par exemple la société Allied Technologies (Altech) qui est une des principales entreprises de télécommunications en Afrique du Sud et qui a des bureaux aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon a absolument besoin de ces liens pour pouvoir continuer à avoir accès aux techniques de pointe dans le secteur des télécommunications. Altech détient 56 % des actions de l'ancienne filiale d'ITT, Standard Telephone and Cables, et de l'ancienne filiale de la société d'électronique et de radio des Etats-Unis Motorola, qui s'appelle à présent Alcom Systems. L'un des produits d'Altech est célèbre : il s'agit d'un émetteur-récepteur à haute fréquence très apprécié des forces de sécurité sud-africaines. Parmi les clients bien connus d'Altech figurent la

South African Reserve Bank (banque centrale), le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, les South Africa Transport Services (Services de transport sud-africains), le Ministère des affaires étrangères et la Poste. De même qu'Altech, des sociétés minières de financement et des organismes nationaux d'épargne d'Afrique du Sud ont été mêlés de très près à ces opérations lucratives. En somme, certaines des multinationales qui retirent leurs capitaux d'Afrique du Sud n'ont pas entièrement disparu du pays; au contraire, leurs anciennes filiales restent en réalité solidement implantées sur place, grâce à des procédés ingénieux tels que les fusions volontaires et les rachats à bon compte.

b) Ventes aux équipes dirigeantes locales

24. Cette forme de vente a été utilisée par 36 sociétés, soit 11 % de toutes les sociétés ayant retiré leurs investissements d'Afrique du Sud. La vente s'effectue normalement selon la procédure suivante : les nouveaux dirigeants font un emprunt auprès d'une banque d'investissement, généralement avec l'aide de la société mère et utilisent les fonds ainsi obtenus pour acheter une participation majoritaire dans la filiale. Mais en Afrique du Sud, dans la pratique, ce sont souvent les sociétés qui désinvestissent elles-mêmes qui se chargent de recueillir des fonds et de conclure les marchés. Cet arrangement leur convient, puisque cela leur permet de continuer à mener leurs activités comme d'habitude par l'intermédiaire d'une équipe dirigeante qu'elles connaissent et à laquelle elles font confiance. Outre le montant du prix d'achat, l'"ex-filiale" leur verse ensuite les redevances ou les droits afférents à l'exploitation de la technologie et des procédés de la société mère. L'équipe dirigeante locale qui rachète l'affaire est davantage tributaire de la société mère pour la technologie, les brevets et les fournitures que ne le serait une autre société. Cette dépendance présente un intérêt en ce sens qu'elle offre de meilleures perspectives d'une relation à long terme avec la nouvelle société, sur la base des dispositions prévues dans les accords. Les sociétés, comme General Electric, General Motors et International Business Machines des Etats-Unis et le Rover Group du Royaume-Uni, qui ont retiré une grande partie de leurs investissements, ont eu recours à la méthode de la vente aux équipes dirigeantes locales. La filiale de General Motors a été vendue à l'équipe dirigeante locale à des conditions prévoyant un apport de 100 millions de rands par la société mère, le directeur général en étant un américain, ancien cadre supérieur de General Motors. On pense généralement que le contrat, dont les dispositions ne sont pas connues, contient une clause de rachat qui permettra à la société mère de revenir ouvertement en Afrique du Sud quand les circonstances le permettront.

c) Vente à une société fiduciaire

25. Dans ce type d'accord, la société qui se retire transfère ses actifs à une société fiduciaire spécialement créée à cet effet, moyennant paiement sur les bénéfices futurs de la nouvelle société. La nature souvent compliquée et confidentielle des sociétés fiduciaires avantage les sociétés qui souhaitent garder la possibilité de revenir sur le marché sud-africain. Parmi les sociétés des Etats-Unis qui ont eu recours à cette formule figurent Exxon, International Business Machines, Johnson Controls et la Ford Motor Company.

Le groupe industriel suédois Alfa Laval a annoncé en 1987 qu'il transférerait la propriété de sa filiale sud-africaine à une société fiduciaire sise hors d'Afrique du Sud. La société General Motors (Etats-Unis) a combiné deux formules de désinvestissement, c'est-à-dire la vente aux dirigeants locaux et aux employés et le transfert à une société fiduciaire, lorsqu'elle a décidé de quitter l'Afrique du Sud en 1986. La création de sociétés fiduciaires va de pair avec les accords de vente aux équipes dirigeantes locales et ces arrangements donnent à la société mère la possibilité de racheter la société.

4. Nouvelles formes de participation

26. En cédant leurs actifs, les sociétés transnationales ne mettent pas nécessairement fin à leurs relations avec l'Afrique du Sud. Ces sociétés trouvent de nouvelles façons, parfois encore plus lucratives, de faire des affaires dans ce pays. Le maintien de liens autres que la participation au capital leur permet de faire des affaires encore plus rentables qu'auparavant en Afrique du Sud par le biais d'accords de licence et de contrats avec des sociétés locales tout en évitant les conséquences politiques d'un investissement direct. Cette méthode est appelée par euphémisme le "modèle japonais", parce que plusieurs nations occidentales qui se retirent d'Afrique du Sud le font suivant un modèle éprouvé par le Japon. Les intérêts économiques japonais sont représentés en Afrique du Sud par des sociétés japonaises qui, soit ont des bureaux de vente et de représentation dans ce pays, soit entretiennent avec lui des liens indirects sous forme d'accords de licence et de distribution. Par exemple, des constructeurs automobiles japonais comme Toyota, Mazda et Nissan ont passé des accords de franchisage avec des constructeurs automobiles sud-africains qui utilisent des pièces détachées et des techniques de fabrication fournies par les Japonais. Les ordinateurs, les produits chimiques et l'électronique sont devenus leurs nouveaux domaines d'intérêt en Afrique du Sud.

27. Les accords de licence ont un avantage supplémentaire sur les autres méthodes utilisées par les sociétés transnationales pour maintenir des liens avec l'Afrique du Sud. Ils leur permettent de percevoir des redevances et des droits dont le transfert peut se faire au taux plus élevé du "rand commercial", tandis que le produit du désinvestissement doit être déposé sur des comptes en "rands financiers" et ne peut être transféré à l'étranger qu'au taux de change moins élevé du "rand financier". En outre, les accords de participation indirects portent souvent sur des contrats de fournitures grâce auxquels les anciennes sociétés mères sont assurées de débouchés d'exportation pour leurs pièces détachées et leurs produits finis. D'après les données les plus récentes (1988) sur les nouvelles formes de participation des multinationales en Afrique du Sud, 85 sociétés sur les 207 qui ont désinvesti ont conservé des liens indirects sous une forme ou une autre avec des entreprises sud-africaines. C'est le cas de 47 sociétés sur 77 ayant leur siège aux Etats-Unis, de 10 sociétés sur 55 au Royaume-Uni, de 10 sur 17 en République fédérale d'Allemagne, de 4 sur 11 en France et de 3 sur 13 au Canada. Les secteurs sur lesquels portent ces accords de licence vont de l'informatique et de l'électronique à la pétrochimie, l'industrie pharmaceutique, les communications et les agro-industries. Ainsi, contrairement à l'impression qui se dégage des statistiques sur le désinvestissement, il n'y a que quelques sociétés transnationales qui rompent totalement leurs relations d'affaires avec l'Afrique du Sud.

III. ECONOMIE SUD-AFRICAINE : SANCTIONS ET REACTIONS

A. Faiblesses structurelles de l'économie d'apartheid

28. Les défauts structurels de l'économie sud-africaine l'ont rendue longtemps tributaire de fonds étrangers pour le financement de sa croissance et par conséquent extrêmement vulnérable aux sanctions économiques. Cette forte dépendance à l'égard des fonds étrangers tient à l'incapacité de l'économie sud-africaine à générer suffisamment d'épargne intérieure pour pouvoir réinvestir dans le pays, ainsi qu'à la tendance déficitaire du compte courant de la balance des paiements durant les périodes de croissance économique. Ceci est dû en grande partie au système d'apartheid lui-même. L'économie sud-africaine décline depuis deux décennies bien que ce recul ait été masqué par d'importants emprunts à l'étranger et par des poussées occasionnelles du prix de l'or. Les sanctions n'ont fait qu'exacerber cet effritement.

29. Durant les années 60 et 70, l'Afrique du Sud a éprouvé de plus en plus de difficultés à financer ses besoins d'investissement. L'épargne intérieure a baissé parallèlement à la chute des taux de croissance, à la montée du chômage et à la baisse du revenu par habitant. Face à l'alourdissement du fardeau fiscal et à la montée de l'inflation, les consommateurs blancs ne pouvaient maintenir leur niveau de vie qu'en contractant leur épargne. Dans le secteur public également, l'épargne a marqué beaucoup de retard par rapport à la demande d'investissements. En 1977, les investissements du secteur public entraient pour quelque 30 % dans les dépenses intérieures brutes, dont 22,6 % seulement pouvaient être financés par les excédents courants. De 1956 à 1983, la part du secteur public dans l'ensemble des engagements étrangers a progressé rapidement. La dépendance croissante du gouvernement et des sociétés de l'Etat à l'égard des emprunts étrangers a fortement sensibilisé l'économie sud-africaine aux pressions internationales.

30. L'importance du secteur public dans ce pays provient de ce que les autorités ont pour principe d'attribuer les capitaux en fonction, non de facteurs socio-économiques, mais de leur importance stratégique pour la survie du système de l'apartheid, politique qui entraîne des gaspillages énormes. Les forces armées absorbent 20 % du budget annuel de l'Etat et 5 % du PNB. Les dépenses pour l'armée et la police se sont accrues de 22 % en 1988 et de 25 % en 1989, pour atteindre 14,9 milliards de rands. Dans l'ensemble, la part des dépenses publiques (essentiellement pour financer l'armée, la police et les activités connexes) dans le produit intérieur brut est de près de 40 %; le secteur public emploie environ un tiers de la main-d'oeuvre du pays.

31. Non seulement l'épargne intérieure baisse, mais elle n'a pas été convertie en investissement intérieur fixe. Au contraire, depuis 1960, la part de celui-ci dans la croissance du PIB a régulièrement reculé. Malgré la faiblesse des taux d'intérêt, l'investissement intérieur brut a chuté de 31 % (en valeur réelle) de 1981 à 1987, reflétant la perte de confiance du monde des affaires. La chute a été la plus prononcée dans le secteur manufacturier où les investissements productifs n'ont même pas réussi à compenser la dépréciation avec pour conséquences un rétrécissement de la capacité, la réduction de la production, une position concurrentielle affaiblie et de nouvelles pertes d'emplois. Durant les années 80, le taux du chômage s'est

envolé jusqu'à atteindre 25 % à 30 % qui est son niveau actuel. En termes économiques concrets, le désinvestissement des sociétés tant nationales qu'étrangères avait donc commencé longtemps avant que les effets de la campagne publique en faveur des sanctions et du désinvestissement n'aient été ressentis. Néanmoins, aussi longtemps que l'Afrique du Sud avait facilement accès aux capitaux extérieurs, elle pouvait masquer les distorsions de son épargne et de la structure de ses investissements, en accroissant ses emprunts à l'étranger.

32. Le défaut qui sous-tend l'économie sud-africaine réside dans la structure de ses exportations. L'Afrique du Sud est fortement tributaire du commerce extérieur qui constitue 60 % du PIB annuel. Les recettes d'exportation proviennent des produits primaires et semi-finis : les produits minéraux en représentent plus de 80 %, et l'or à lui seul, plus de 40 %. En fait, outre les emprunts à l'étranger, le principal facteur qui a aidé l'Afrique du Sud à maintenir l'équilibre de sa balance des paiements a été la poussée des prix de l'or. Par contraste, le secteur manufacturier ne s'est pas révélé compétitif sur le marché mondial. En raison de marchés intérieurs étroits et de la rareté de la main-d'oeuvre qualifiée, imputables à un système qui maintient la population noire dans la pauvreté et l'ignorance, le secteur manufacturier n'a pas été à même de réaliser des économies d'échelle ou de constituer un fonds national de compétences techniques.

33. Cette dépendance à l'égard des exportations de produits primaires rend l'économie sud-africaine vulnérable aux changements qui touchent l'économie de ses principaux partenaires commerciaux et aux fluctuations des cours mondiaux. En outre, la baisse de productivité se répercute aussi sur les industries de produits de base du pays. Il est difficile de voir comment l'industrie sud-africaine d'extraction de l'or peut concurrencer celle de pays qui ont accru leur part du marché en utilisant de nouvelles méthodes d'extraction et une technologie de faible coût.

34. La forte propension à importer durant les périodes de croissance entraîne pour l'Afrique du Sud des déficits persistants de sa balance des opérations courantes. Le pays a été hautement tributaire des importations de biens d'équipement, de biens intermédiaires tels que le pétrole, ainsi que d'autres articles stratégiques tels que les armes et les produits chimiques qu'elle ne peut pas produire elle-même. En outre, les consommateurs blancs ont tendance à exiger des produits importés de haute qualité. La croissance est de plus en plus menée par la consommation, et la reprise de l'économie s'accompagne habituellement de l'expansion du crédit à la consommation et de l'augmentation de la demande de biens importés.

35. Les distorsions de l'économie d'apartheid expliquent en partie cette dépendance à l'égard des importations. Le manque de main-d'oeuvre qualifiée découlant des restrictions placées sur l'éducation des non-Blancs, l'interdiction de facto pour les travailleurs noirs d'occuper des postes réservés aux Blancs et les salaires élevés des travailleurs qualifiés orientent le pays vers des modes de production à forte intensité de capital. En outre, l'Afrique du Sud n'a pas développé son propre secteur de biens d'équipement. Les tentatives en vue d'encourager la substitution de produits locaux aux importations n'ont pas diminué sa dépendance à leur égard; une bonne partie de la production locale dans le domaine électronique et le secteur automobile par exemple se limite au montage sur place d'éléments

importés ou à la production sous licence. Le système de l'apartheid est un obstacle majeur qui empêche l'Afrique du Sud de devenir une nation industrielle moderne. Les marchés intérieurs sont trop restreints pour financer les frais de recherche-développement et la mise au point d'une technologie de pointe qui exige du personnel qualifié.

36. En raison de cette forte dépendance à l'égard de l'importation de capital et de biens intermédiaires, l'expansion de l'activité économique tend à accroître la demande d'importation et à peser sur la balance des paiements du pays. Auparavant, l'Afrique du Sud se contentait d'augmenter ses emprunts à l'étranger afin de compenser les déficits de ses opérations courantes sans ralentir son économie. Cette option lui a été enlevée par les sanctions financières qui ont en outre augmenté les difficultés qu'elle éprouve à rembourser ses dettes. Pour ce, il lui faut maintenant dégager un excédent dans sa balance commerciale, ce qui bien entendu devient de plus en plus difficile. Du fait des sanctions, du manque de compétitivité et de l'instabilité du cours des produits primaires d'exportation, l'Afrique du Sud ne peut pas dépendre de l'expansion de ses exportations. Le gouvernement a été obligé de réduire les importations, et ce faisant, d'adopter une politique de rigueur et de ralentir l'activité économique. Au cours du dernier trimestre de 1987 et de 1988, il est devenu évident qu'il était impossible de créer une croissance soutenable du PIB de plus de 2 % sans exercer de pressions sur le compte courant. On estime que pour répondre à l'augmentation rapide du chômage de la population noire, le taux de croissance annuel du PIB, doit se situer entre 3,5 %-4 % et 6 %.

B. Mesures prises par le Gouvernement sud-africain pour faire face aux sanctions

1. Moratoire et rééchelonnement de la dette

37. Le fait qu'une bonne partie des emprunts de l'Afrique du Sud aient été contractés à court terme l'a rendue encore plus vulnérable à la perte de la confiance du monde financier international. Le massacre de Sharpeville en 1960, et la répression des émeutes de Soweto en 1976, l'ont obligée de passer des emprunts à moyen et à long terme aux emprunts à court terme. Face à la pression internationale contre les prêts directs au régime de Pretoria, celui-ci a dû avoir recours aux prêts entre banques privées qui l'ont aidé à déguiser ces transactions.

38. Les troubles politiques qui ont suivi les changements constitutionnels de 1983 et les élections de 1984, la répression, la déclaration du premier état d'urgence en juillet 1985 et les pressions qui s'en sont suivies en faveur de sanctions, ont tous amené d'importantes sorties de capitaux et la cessation des prêts à l'Afrique du Sud. La confiance du monde financier international avait été considérablement ébranlée. Vers le milieu de 1985, l'Afrique du Sud était confrontée à une crise financière majeure et le New York Times (31 juillet 1985) signalait que la Chase Manhattan avait refusé de reconduire des crédits à court terme ou d'avancer des crédits frais, et que d'autres banques américaines suivaient son exemple. Le résultat de la crise de 1985 a été de couper l'Afrique du Sud des grands marchés de capitaux et de mettre fin à tous les prêts traditionnels.

39. En septembre 1985, pour empêcher un mouvement spéculatif contre ses réserves en devises, le Gouvernement sud-africain a pris deux mesures qui devaient jouer un rôle décisif pour contrer l'incidence des sanctions financières. Premièrement, il a décidé un moratoire unilatéral sur le paiement du principal de la dette internationale à court terme venant à échéance dans les quatre mois, moratoire qu'il a par la suite prorogé jusqu'à la fin de mars 1986. Deuxièmement, il a réinstauré le système du taux de change double abandonné en 1983, afin de rendre les placements en Afrique du Sud plus attrayants en rendant leur retrait plus coûteux.

40. Désireux de restaurer des relations normales avec la communauté financière internationale et d'avoir à nouveau accès aux marchés financiers internationaux, le Gouvernement sud-africain a également conclu trois accords successifs avec ses créanciers en 1986, 1987 et 1989. De cette manière, il a cherché à garder une partie de ses fonds et à gagner du temps pour lui permettre de rétablir sa capacité d'endettement. Le deuxième et le troisième accord prévoyaient des "options de sortie" permettant de convertir la dette à court terme gelée en prêts à long terme de dix ans.

41. Ces différents arrangements de rééchelonnement ont considérablement détendu la pression pesant sur l'Afrique du Sud en lui ménageant une solution financière qui lui permette de faire face à ses obligations de remboursement. La conversion de la dette à court terme en options de sortie à dix ans, assorties de conditions de remboursement favorables permet de tourner les sanctions financières car elle équivaut à l'octroi de nouveaux prêts. Sans ces mesures, l'hémorragie de capitaux aurait été encore plus importante et le compte courant de la balance des paiements aurait dû dégager des excédents encore plus élevés pour compenser le déficit du compte capitaux (c'est en grande partie grâce aux ventes d'or que son compte courant avait enregistré des excédents de 1985 à 1989, malgré la baisse du prix de ce métal).

42. Le rééchelonnement de la dette n'a toutefois pas restauré la capacité d'endettement de l'Afrique du Sud et ce pays n'est pas arrivé à attirer de nouveaux prêts et investissements. En même temps, les remboursements obligatoires de la dette et des intérêts ont saigné l'économie faute de nouvelles entrées de capitaux. La crise de la dette refait surface en 1988 lorsque les remboursements à ce titre, l'augmentation des importations stimulées par un mini-boom économique et la chute des prix de l'or ont tous contribué à détériorer rapidement la position des réserves en devises de l'Afrique du Sud qui sont tombées à des niveaux à peine suffisants pour financer deux mois d'importations. Malgré le caractère favorable du deuxième accord intérimaire, la situation s'est encore dégradée en septembre 1989, les réserves en devises du pays étant tombées à 48 millions de rands seulement, soit à 3,4 jours d'importations.

2. Régime de taux de change double

43. Pour atténuer encore la crise de la dette de 1985, le Gouvernement sud-africain a réintroduit le régime de taux de change double qui prévoit un "rand commercial" et un "rand financier". Le taux du rand commercial, plus élevé, est utilisé pour toutes les transactions courantes de la balance des paiements ainsi que pour les prêts contractés à l'étranger. Le taux plus faible du rand financier est utilisé pour les opérations en capital, à l'exclusion des prêts. L'objet est d'encourager les nouveaux investissements

directs et de décourager les sociétés étrangères de rapatrier le produit de leur désinvestissement, et les sociétés sud-africaines à investir à l'étranger. L'utilisation du rand financier pour le rapatriement du produit des désinvestissements limite une ponction sur les réserves en devises du pays qui compromettrait sa capacité à faire face à ses obligations en matière de remboursement de la dette et à financer ses importations essentielles.

44. Dans l'ensemble, le régime du taux de change double n'a eu qu'une incidence limitée sur les entrées et les sorties de capitaux. Contrairement à ce qu'espérait le Gouvernement sud-africain, il semble que les restrictions imposées au rapatriement des fonds découragent les nouveaux investissements directs au lieu de les stimuler. En outre, les investisseurs réduisent leurs pertes en ayant recours à des arrangements sans prise de participation pour rapatrier leurs redevances de licence ou de franchisage au taux du rand commercial, plus élevé.

3. Mise en échec des sanctions commerciales et achats compensés obligatoires

45. Faute d'entrées de capitaux, l'Afrique du Sud a été obligée de produire des excédents dans le compte de sa balance courante des paiements afin de compenser les remboursements au titre de sa dette. Pour faire échec aux sanctions commerciales, le Gouvernement sud-africain a cherché de plusieurs manières à encourager les dérobades et les échanges compensés. Il a créé un secrétariat spécial du commerce non conventionnel chargé d'établir des réseaux permettant de tourner les sanctions et de fournir des conseils aux importateurs et aux exportateurs. Le Comité consultatif des exportations du secteur privé encourage les intérêts privés à se lancer dans des activités de nature à tourner les sanctions. Par exemple, les sociétés étrangères désireuses de vendre de la technologie à l'Afrique du Sud ou de lui acheter des produits minéraux stratégiques sont invitées à importer des produits sud-africains ou à fournir des produits stratégiques tels que du pétrole ou des armes. Le commerce transitera en bonne partie par un pays tiers afin de déguiser son origine. Le Gouvernement sud-africain facilite également le commerce "non conventionnel" en dissimulant l'information sur le commerce extérieur et le trafic maritime. Il est illégal de divulguer des renseignements concernant le pétrole, l'uranium et la technologie nucléaire.

46. La mise en échec des sanctions commerciales entraîne nécessairement des coûts énormes, principalement en raison de la multiplication nécessaire des intermédiaires, de la création de sociétés de façade ou d'autres relais à l'étranger. Le coût du maintien de l'infrastructure nécessaire à ce commerce canalisé doit être assumé en partie par le Gouvernement sud-africain. Le commerce non conventionnel suppose aussi le paiement d'une prime pour les importations et la vente au rabais des exportations. Le rapport du Commonwealth sur les sanctions souligne que si l'embargo pétrolier n'a pas réussi à couper l'Afrique du Sud de ses sources d'approvisionnement en pétrole, il a néanmoins réussi à imposer une taxe d'apartheid sur chaque litre de carburant utilisé par les Sud-Africains. Le coût des sanctions a forcé le régime à investir dans l'accumulation de stocks "stratégiques". De janvier à avril 1986 par exemple, 2,6 millions de rands ont été consacrés au paiement des "importations non classées". Ceci représente une ponction supplémentaire sur les ressources financières de l'économie.

4. Ajustement structurel

47. Le Gouvernement sud-africain s'est tourné vers l'ajustement structurel comme une mesure à long terme de nature à libérer les ressources intérieures nécessaires au remboursement de la dette; c'est-à-dire, qu'il a cherché une voie de croissance qui n'entraînerait pas de prélèvements sur les rares ressources en capital du pays, ni sur ses importations. A cette fin, il a adopté une politique de déréglementation du secteur formel (dans le cadre d'une stratégie plus large d'"industrialisation introvertie"), de remplacement des importations et de privatisation des entreprises et sociétés d'Etat, y compris une partie des services publics.

48. Un groupe de pression puissant réunissant des économistes et des hommes politiques sud-africains a prétendu que les sanctions aideront l'Afrique du Sud à devenir plus autosuffisante grâce au remplacement des importations et à l'industrialisation introvertie. Les marchés intérieurs sont toutefois trop étroits pour soutenir la croissance. Les efforts déployés par l'Afrique du Sud au cours de la dernière décennie pour devenir autosuffisante n'ont pas réduit sa dépendance à l'égard des importations. L'industrie sud-africaine exige des apports technologiques de pointe qui ne peuvent pas être produits localement, ainsi qu'une main-d'oeuvre hautement qualifiée, dont l'offre est limitée par l'apartheid.

49. L'Afrique du Sud a néanmoins investi considérablement dans la production nationale d'articles dits "stratégiques" tels que le carburant synthétique, les armements, les ordinateurs, les produits chimiques et les automobiles, tous fortement tributaires des importations. L'étroitesse des marchés intérieurs et les dépenses consacrées à des importations de biens d'équipement et de produits intermédiaires coûteux ont rendu ces projets très peu rentables. Le gouvernement a été obligé d'accorder des subventions massives pour soutenir des projets tels que la production de pétrole à partir du charbon (SASOL) et la production de carburant à partir de gaz (Mossel Bay), l'un et l'autre conçus pour ne remplacer respectivement que 20 à 25 % et 10 % des importations sud-africaines de pétrole brut. Pretoria dépend fortement de la technologie étrangère, tant pour les activités d'exploration que pour la fabrication des carburants liquides. On a estimé que la production de SASOL coûterait au moins le triple du pétrole acheté sur le marché international. Selon des experts internationaux, le projet Mossel Bay ne produira que 25 000 barrils environ de carburant par jour, pour un coût de 5 500 millions de rands, tandis qu'un projet analogue à l'étranger pourrait être construit pour produire quatre fois autant, et coûterait 100 millions de rands.

50. Le programme d'ajustement structurel du Gouvernement sud-africain comprend aussi la privatisation des entreprises et sociétés publiques. Le produit de la privatisation est censé être consacré au remboursement de la dette publique, ainsi qu'au développement de l'infrastructure et des petites entreprises. Une partie est destinée à payer pour la politique de "réforme répressive" du gouvernement. Il s'agit de coopter un petit groupe de la population urbaine noire de certains townships clés par le biais de plans d'aménagement - construction de nouvelles maisons, adduction d'eau et électrification - tout en accroissant la répression afin de réduire la majorité au silence. Certains observateurs estiment toutefois que la privatisation cherche à contrer les sanctions visant directement les administrations et

organes de l'Etat. D'autres encore y voient un effort préemptif visant à maintenir le contrôle économique dans les mains des Blancs pour le cas où la majorité noire prendrait le contrôle politique. Le contrôle des sociétés para-étatiques par le secteur privé blanc réduira sensiblement l'influence politique et économique de tout gouvernement futur.

51. Les différentes propositions de réforme sont sévèrement limitées par le régime de l'apartheid lui-même. A l'échelon international, les sanctions continueront à gêner l'accès aux marchés; sur le plan national, l'apartheid aura pour corollaire l'étroitesse du marché intérieur et la rareté de la main-d'oeuvre qualifiée.

C. Insuffisances des mesures adoptées par les gouvernements étrangers

52. Les mesures prises par le Gouvernement sud-africain en réponse aux sanctions économiques ont révélé certaines échappatoires et lacunes dans les mesures actuellement en place, par exemple : les sanctions obligatoires adoptées n'ont pas une couverture globale en raison de l'opposition au Conseil de sécurité des Nations Unies; la portée des sanctions est limitée et leur interprétation est étroite, et les mécanismes qui en régissent l'application, la surveillance et la coordination sont insuffisants.

53. En ce qui concerne le commerce, l'Afrique du Sud a été à même de se dérober aux sanctions en détournant les importations et les exportations par des pays tiers et des mécanismes offshore tels que des ports libres et des zones franches. Les pays de transit utilisent différentes techniques pour déguiser l'origine sud-africaine du produit, comme l'apposition de fausses étiquettes, l'acquisition de faux certificats d'origine et la transformation du produit, par exemple dans le cas du charbon acheminé en Europe par Rotterdam et Anvers. Ces pratiques passent souvent inaperçues parce que l'application et la surveillance des mesures bénéficient d'une faible priorité.

54. L'effet des sanctions a également été sapé par des pays tiers qui profitent des sanctions appliquées par d'autres Etats. A mesure que les Etats-Unis, les pays nordiques et certains pays du Commonwealth réduisaient leurs échanges avec l'Afrique du Sud, certains pays de l'Extrême-Orient et d'Europe intensifiaient les leurs. Le rapport du Commonwealth met en garde toutefois contre toute exagération à cet égard. De 1985 à 1989, l'augmentation des échanges avec les partenaires commerciaux traditionnels de l'Afrique du Sud, tels que l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, Taiwan et l'Espagne a été bien supérieure au commerce avec de nouveaux partenaires.

55. Le recours à des définitions étroites limite aussi la gamme des produits que les interdictions sont censées couvrir. Par exemple l'expression "fer et acier" est habituellement interprétée comme excluant le minerai de fer et les ferro-alliages, l'un et l'autre d'importantes exportations sud-africaines. Le Japon interdit l'importation de fer et d'acier sud-africains, mais importe de grosses quantités de minerai de fer. Les Etats-Unis continuent à importer de l'hexafluorure d'uranium qui, selon eux, échappe à l'interdiction relative au "minerai et oxyde d'uranium".

56. La pratique du troc, des échanges compensés et de la commercialisation en commun se généralise, les sociétés et le Gouvernement sud-africains tirant profit des échappatoires existant dans les règlements qui n'empêchent pas les

sociétés enregistrées sur place d'échanger des marchandises faisant l'objet de sanctions, dans des pays tiers ou en haute mer. La violation des sanctions est également le résultat de l'expansion des investissements sud-africains à l'étranger (voir annexe II). L'Europe en est la destination principale, 34,8 % dans les pays de la Communauté économique européenne et 3,2 % dans les "autres" pays européens, principalement la Suisse. Les investissements à l'étranger influencent les marchés clefs des produits sud-africains et améliorent l'accès à de nouvelles technologies, aux produits essentiels et au financement, facteurs qui revêtent une importance stratégique pour la survie du régime de l'apartheid. L'accord du Commonwealth d'août 1986 se réfère uniquement aux sociétés comptant une participation sud-africaine majoritaire et à celles qui sont implantées en Afrique du Sud. Le Luxembourg et la Suisse ont été choisis par les grands conglomérats sud-africains parce qu'ils n'appliquent pas de sanctions et que leur législation préserve le secret des activités commerciales.

57. Quant aux investissements étrangers directs, la plupart des interdictions frappent uniquement les nouveaux investissements directs et, à l'exception des pays nordiques, excluent les arrangements sans participations. Il s'ensuit que les sociétés étrangères peuvent continuer à traiter avec l'Afrique du Sud simplement en passant de la réalisation directe de bénéfices aux gains indirects. En fait, dans certains cas, le désinvestissement a permis à certaines sociétés de développer leurs débouchés en Afrique du Sud. L'interdiction d'accorder de nouveaux prêts et crédits à l'Afrique du Sud a été la forme de pression la plus efficace exercée sur le régime de l'apartheid. Néanmoins, l'Afrique du Sud a été à même de se ménager une solution financière en exploitant les échappatoires de la législation réglementant les sanctions. Le rééchelonnement et la conversion de la dette à court et à moyen termes en prêts à long terme peuvent ne pas être considérés comme "de nouveaux prêts" mais fonctionnent comme tels. En outre, les sociétés sud-africaines enregistrées à l'étranger peuvent continuer à emprunter, échappatoire que l'Afrique du Sud exploitera probablement de plus en plus afin d'élargir son accès au crédit étranger.

58. Les crédits commerciaux étant exclus du moratoire de 1985 et de la plupart des lois régissant les sanctions, ils sont devenus pratiquement la seule source de fonds étrangers nouveaux pour l'Afrique du Sud et présentent une importance capitale pour sa survie financière. L'accès aux crédits commerciaux, principalement aux crédits-fournisseurs, pour le financement des exportations vers l'Afrique du Sud s'est accru après le milieu de 1986. Il s'agit notamment de crédits commerciaux officiels, de garanties et d'assurances, ainsi que du financement hors bilan, comme les prêts croisés or et les prêts or, consentis par les banques suisses. D'après un rapport récent du Centre contre l'apartheid, environ 30 % du commerce sud-africain sont actuellement garantis par des gouvernements étrangers par l'intermédiaire de leurs organes officiels de crédit à l'exportation, parmi lesquels les assureurs les plus importants sont le Royaume-Uni et le Japon.

59. Les chiffres relatifs au commerce pour la période 1986-1988 montrent une augmentation marquée des exportations vers l'Afrique du Sud en provenance des pays les plus riches : 72 % d'augmentation pour la République fédérale d'Allemagne (à moduler du fait de l'augmentation du DM par rapport au dollar

qui a pour effet de surévaluer en monnaie des Etats-Unis, le montant des exportations payées en marks), 50 % pour le Japon (même remarque), 54 % pour la Grande-Bretagne, 41 % pour les Etats-Unis, et 44 % pour la France. L'Afrique du Sud n'a pu régler ces exportations que si ses principaux partenaires commerciaux lui ont fourni des crédits garantis à l'exportation.

60. Dans l'ensemble, les sanctions adoptées, particulièrement par les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, sont loin d'être satisfaisantes. Leur incidence a été fortement atténuée par leur impuissance à freiner les importations de produits minéraux stratégiques et à fermer certains circuits pour le transfert de technologie et l'octroi de crédits.

IV. SOURCES UTILISEES POUR L'ETABLISSEMENT DU RAPPORT

61. Le présent rapport met à jour le rapport soumis à la Sous-Commission à sa quarantième (E/CN.4/Sub.2/1988/6 et Add.1) et à sa quarante et unième (E/CN.4/Sub.2/1989 et Corr.1 et Add.1) session. Cette mise à jour est fondée sur les renseignements et les documents que le Rapporteur spécial a obtenus de diverses sources depuis l'élaboration du rapport précédent et dont il a eu connaissance avant le 25 juin 1990.

62. La plupart de ces renseignements et documents, qui émanent de différentes sources, ont été obtenus en réponse aux demandes de renseignements adressées, conformément à la résolution 43/92 de l'Assemblée générale, aux gouvernements, aux organismes et organes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et à d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Les documents ci-après ont été retenus comme nouvelles sources pour la liste mise à jour.

Titre du document

Cote de la source 2/

Organisation des Nations Unies Conseil économique et social Commission des sociétés transnationales Deuxièmes auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie. Genève, 4-6 septembre 1989 Liste des sociétés transnationales ayant des intérêts en Afrique du Sud et en Namibie Rapport du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (E/C.10/AC.4/1989/8)	1990-1
Conseil des Nations Unies pour la Namibie Rapports sur les contacts entre les Etats Membres et l'Afrique du Sud depuis l'adoption de la résolution 43/26 A de l'Assemblée générale, en date du 17 novembre 1988 Rapport du Secrétaire général (A/AC.131/315)	1990-2
Organisation des Nations Unies Rapport du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud (A/44/44)	1990-3

Titre du document

Cote de la source 2/

Nations Unies
Assemblée générale
Quarante-quatrième session
Rapport du Comité spécial
contre l'apartheid (A/44/22)

1990-4

Nations Unies
Conseil économique et social
Commission des sociétés transnationales
Auditions publiques sur les activités
des sociétés transnationales en
Afrique du Sud et en Namibie.
4-6 septembre 1989
Rôle des banques transnationales
en Afrique du Sud
Rapport du Centre des Nations Unies
sur les sociétés transnationales
(E/C.10/AC.4/1989/6)

1990-5

Nations Unies
Conseil économique et social
Commission des sociétés transnationales
Auditions publiques sur les activités
des sociétés transnationales en
Afrique du Sud et en Namibie.
4-6 septembre 1989
L'économie sud-africaine et les sociétés
transnationales
Rapport du Centre des Nations Unies
sur les sociétés transnationales
(E/C.10/AC.4/1989/5)

1990-6

Lettres reçues de gouvernements

Danemark (2 mars 1990)

1990-7

V. OBSERVATIONS RECUES PAR LE RAPPORTEUR SPECIAL

63. Conformément à la résolution 43/92 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a envoyé, le 22 janvier 1990, une note verbale aux gouvernements et, à la même date, une lettre aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées en leur demandant de bien vouloir lui fournir toute documentation propre à faciliter la mise à jour de la liste du Rapporteur spécial.

A. Observations de gouvernements

64. A la date du 25 juin 1990, des réponses avaient été reçues des gouvernements des pays suivants : Danemark, Maroc, Mexique, Panama, RSS de Biélorussie, Tchécoslovaquie et Uruguay. On trouvera ci-après le résumé des réponses reçues 3/.

DANEMARK

[Original : anglais]
[2 mars 1990]

1. A ce jour, les sociétés danoises énumérées ci-dessous sont les seules qui continuent à avoir des activités économiques en Afrique du Sud. En conséquence, seules les sociétés dont les noms suivent devraient figurer sur la liste du prochain rapport : East Asiatic Company; Sophus Berendsen A/S (Rentokil); Novo-Nordisk A/S et F.L. Smidth & Co. A/S.

2. Les sociétés danoises dont les noms suivent, mentionnées à la page 12 du rapport de 1989 (E/CN.4/Sub.2/1989/9/Add.1), ont toutes cessé leurs exportations et autres activités économiques en Afrique du Sud et doivent par conséquent être rayées de la liste : Aarhus Oliefabrik A/S; Andersen & Bruum's Fabrikker A/S; Esbjerg Matador Maskiner A/S; Schmidt & Jessen A/S; Skandinavisk Holdings; Danfoss A/S; Bruel & Kjaer A/S et Band & Olufsen.

MAROC

[Original : français]
[8 mai 1990]

Le Maroc respecte entièrement les mesures prises par les différents organes de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'embargo imposé à l'Afrique du Sud et, par conséquent, n'entretient avec le gouvernement de ce pays aucune relation politique, économique, militaire ou commerciale.

MEXIQUE

[Original : espagnol]
[22 mars 1990]

1. Le Gouvernement mexicain s'est prononcé en faveur de sanctions amples et obligatoires contre l'Afrique du Sud, conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et a adopté diverses mesures de nature à faire pression sur les autorités sud-africaines afin qu'elles abandonnent leur politique discriminatoire, conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Le Mexique n'a pas de relations diplomatiques ou consulaires avec l'Afrique du Sud. Conformément aux dispositions de la résolution 2671 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Mexique a fermé son consulat en Afrique du Sud en 1974. Le Gouvernement mexicain a essayé de respecter strictement les dispositions des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la suspension des relations économiques, financières, commerciales et autres avec l'Afrique du Sud. De même, le Mexique a pleinement respecté l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud décidé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977).

3. En outre, le Mexique a respecté les diverses résolutions relatives à l'embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud, adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies. A cet effet, il a été décidé que tous les contrats d'achat et de vente de brut conclus par Petróleos Mexicanos (PEMEX) stipulent que le brut mexicain sera vendu uniquement aux utilisateurs finals afin d'éviter ainsi les opérations de revente ou d'échange de notre pétrole.

Il a de plus été stipulé que PEMEX informerait régulièrement ses clients que toute opération de ce type exclut l'Afrique du Sud et que toute infraction à cette obligation mettrait fin au contrat.

4. Enfin, il convient de souligner que le 30 octobre 1987, le Journal officiel a publié un décret interdisant d'importer et d'exporter des marchandises originaires ou en provenance d'Afrique du Sud ou à destination de ce pays, y compris des marchandises qui transitent par des pays tiers et dont l'origine ou la destination est l'Afrique du Sud.

PANAMA

[Original : espagnol]
[12 mars 1990]

La République panaméenne, en conséquence de sa politique, n'a pas souscrit de traités ni de pactes de quelque nature que ce soit avec l'Afrique du Sud et n'a de relations ni diplomatiques, ni consulaires, ni commerciales avec son gouvernement.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

[Original : russe]
[6 juillet 1989]

1. La République socialiste soviétique de Biélorussie partage l'opinion selon laquelle la coopération économique, technique et militaire et le soutien accordé aux milieux dirigeants sud-africains par les monopoles internationaux et nationaux, ainsi que par plusieurs pays, renforcent le régime criminel de l'apartheid et perpétuent l'oppression de la population africaine majoritaire dans ce pays. Ils favorisent l'intensification de la répression contre ceux qui luttent pour les droits civils, politiques, économiques et autres. Par conséquent, par leur collaboration avec la République d'Afrique du Sud, les sociétés transnationales participent directement à des actes qualifiés de "crime d'apartheid" au sens de l'article IV de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

2. Appliquant les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, la République socialiste soviétique de Biélorussie n'a jamais entretenu et n'entretient aucune relation politique, économique, militaire ou autre avec l'Afrique du Sud et, par voie de conséquence, n'a conclu aucun accord contractuel ou de licence avec le régime raciste de Pretoria.

3. Les organisations et administrations compétentes de la RSS de Biélorussie veillent attentivement à l'application des résolutions et décisions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU visant à isoler le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud.

TCHECOSLOVAQUIE

[Original : anglais]
[7 juillet 1989]

1. La Tchécoslovaquie estime que l'une des manières les plus efficaces d'obliger le Gouvernement sud-africain, par des moyens légaux, de changer de politique à l'égard de la majorité noire du pays est que tous les pays, particulièrement les plus influents, isolent complètement l'Afrique du Sud dans tous les domaines sur la base des décisions des Nations Unies.

2. La Tchécoslovaquie a réaffirmé, par des actions concrètes, le refus de son gouvernement de coopérer de quelque manière que ce soit avec le régime sud-africain d'apartheid et s'est associée sans réserve à toutes les activités de la communauté internationale, des organes et organisations internationales, particulièrement les Nations Unies et les autres institutions gouvernementales et non gouvernementales qui visent à combattre les politiques et les pratiques de l'apartheid. C'est en application de cette position de principe que la Tchécoslovaquie a rompu, dès 1962, tous les contacts diplomatiques, scientifiques, culturels et sportifs avec l'Afrique du Sud; elle a aussi pris des mesures résolues à l'échelon national en vue d'isoler complètement le régime raciste sud-africain. A l'heure actuelle, la Tchécoslovaquie n'a aucune relation avec l'Afrique du Sud et il n'y a sur le territoire tchécoslovaque aucune société transnationale entretenant de telles relations ayant une activité dans notre pays. Les relations économiques avec l'Afrique du Sud sont interdites en Tchécoslovaquie par un règlement juridique ayant force obligatoire au plan international [Décret No 65/1980, Recueil des lois du Ministère fédéral du commerce extérieur relatives à l'interdiction de contacts économiques avec l'Afrique du Sud].

URUGUAY

[Original : espagnol]
[10 février 1990]

La République orientale d'Uruguay, respectueuse des décisions adoptées par la communauté internationale, n'accorde aucune aide politique, militaire, économique ou autre au régime raciste d'Afrique du Sud. Quant aux mesures prises par notre pays dans le contexte de la condamnation du système institutionnalisé de discrimination raciale, il convient de souligner celles qui suivent :

- a) La décision de l'Etat uruguayen de transformer la représentation diplomatique de Ciudad del Cabo en consulat général,
- b) L'obligation de n'accorder de visa à des citoyens sud-africains qu'avec l'autorisation expresse de la Chancellerie,
- c) La recommandation aux sportifs et aux artistes uruguayens de s'abstenir de participer à des événements sportifs ou culturels organisés par l'Afrique du Sud.

B. Observations reçues d'organismes des Nations Unies
et d'institutions spécialisées 4/

65. Le Centre des Nations Unies contre l'apartheid a fait parvenir au Rapporteur spécial un exemplaire du rapport de 1989 du Comité spécial contre l'apartheid (A/44/22) et le rapport du Secrétaire général sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (mesures restrictives affectant les secteurs de l'économie sud-africaine tributaires de l'extérieur. Rapport du Centre contre l'apartheid. A/44/555).

66. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a fait parvenir au Rapporteur spécial des exemplaires de rapports établis par le Centre en vue des auditions publiques relatives aux activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie qui se sont déroulées à Genève du 4 au 6 septembre 1989, ainsi que le rapport sur les mesures relatives aux courants commerciaux et financiers, et aux transferts de technologie vers l'Afrique du Sud ainsi qu'aux investissements dans ce pays, établi pour la seizième session de la Commission des sociétés transnationales (E/C.10/1990/8).

67. Le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie a fait parvenir un exemplaire du rapport de 1989 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (A/44/24).

68. Des réponses ont aussi été reçues du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, du Comité spécial des 24, du Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) et du Département des affaires économiques et sociales internationales.

69. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a fait parvenir au Rapporteur spécial un exemplaire du rapport spécial du Directeur général sur l'application de la déclaration concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie soumis à la Conférence internationale du Travail à sa soixante-dix-septième session, 1990.

70. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a signalé que l'UNESCO n'a de relations avec aucune banque, société transnationale ou autre organisation dans le régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud.

71. L'Union postale universelle (UPU) a rappelé que par sa résolution C7 le Congrès postal universel de Hambourg 1984 a exclu l'Afrique du Sud de l'UPU à cause de sa politique d'apartheid. Depuis lors, le Bureau international n'entretient plus aucune relation avec l'administration postale de ce pays.

72. Des réponses ont aussi été reçues de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation maritime internationale (IMO).

C. Autres réponses 5/

73. Des réponses ont aussi été reçues des organisations suivantes :

Organisations intergouvernementales régionales

- Commission des Communautés européennes
- Ligue des Etats arabes
- Organisation de l'unité syndicale africaine

Organisations non gouvernementales

- Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe
- Fédération internationale Terre des Hommes
- Union interparlementaire
- Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- Congrès du monde islamique

VI. ORGANISATION ET CONTENU DE LA LISTE MISE A JOUR

A. Présentation de la liste générale mise à jour

74. La liste générale mise à jour (qui figure dans le document E/CN.4/Sub.2/1990/13/Add.1) contient les noms des sociétés transnationales, banques, compagnies d'assurances, entreprises et autres sociétés, qui accordent, directement ou indirectement, une assistance militaire, économique, financière et autre au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud. La liste a été mise à jour sur la base des données et de l'information examinées par le Rapporteur spécial depuis l'achèvement des rapports antérieurs (E/CN.4/Sub.2/1988/6/Add.1 et E/CN.4/Sub.2/1989/9/Add.1). Deux annexes sont jointes à la liste mise à jour. L'annexe I communique les nouveaux noms portés à l'attention du Rapporteur spécial depuis son rapport précédent (E/CN.4/Sub.2/1989/9/Add.1). L'annexe II présente les noms qui doivent être rayés de la liste en fonction des renseignements communiqués au Rapporteur spécial ou portés à son attention, indiquant que les sociétés en question avaient cessé leurs activités économiques et autres en Afrique du Sud ou en collaboration avec ce pays.

75. Etant donné que la Namibie a récemment accédé à l'indépendance, les noms de toutes les banques, sociétés et autres institutions accordant une assistance à la Namibie uniquement, indiqués dans les rapports précédents, ont été rayés de la liste. Ont également été rayées toutes les références à la Namibie dans la colonne indiquant le bénéficiaire de l'assistance (voir par. 76 ci-dessous).

76. L'additif I donne la liste de tous les pays établie suivant l'ordre alphabétique par pays des banques, sociétés ou entreprises mentionnées. Après le code du pays, figure le nom de la banque ou de la société. La troisième colonne indique le type d'entité (c'est-à-dire société commerciale, banque, institution financière ou compagnie d'assurances). La quatrième colonne concerne le type d'assistance fourni, c'est-à-dire, selon le cas, assistance économique, militaire, financière, nucléaire ou une combinaison de ces divers éléments. Dans la dernière colonne à droite figure le bénéficiaire de l'assistance (voir également par. 75 ci-dessus).

77. A la deuxième ligne de chaque article, on trouve le document dont les renseignements sont tirés, suivi du numéro de la page, du paragraphe ou de l'appendice pertinent.

78. Ce rapport est disponible dans toutes les langues officielles de l'ONU. Etant donné que la liste générale mise à jour (Add.1 du présent document) a été établie sur ordinateur, elle n'existe qu'en anglais.

B. Liste des symboles et abréviations

79. Pour faciliter la lecture et l'intelligence de la liste, on trouvera ci-après une liste de toutes les abréviations utilisées :

1. Pays et territoires */

AUS	Australie
AUT	Autriche
BEL	Belgique
BHS	Bahamas
BRA	Brésil
CAN	Canada
CHE	Suisse
DEU	Allemagne, République fédérale d'
DNK	Danemark
ESP	Espagne
FIN	Finlande
FRA	France
GBR	Royaume-Uni
GRC	Grèce
HKG	Hong Kong
HSE	Saint-Siège
ISR	Israël
ITA	Italie
JPN	Japon
LIE	Liechtenstein
LUX	Luxembourg
MCO	Monaco
MYS	Malaisie
NLD	Pays-Bas
NOR	Norvège
PRT	Portugal
SWE	Suède
TAI	Taiwan, Province de Chine
USA	Etats-Unis d'Amérique

*/ Les codes utilisés pour désigner les noms de pays sont conformes aux codes Alpha 3 de la liste alphabétique des entités et codes en anglais figurant à la section 1 des Codes pour la représentation des noms de pays, deuxième édition - 1981-05-15, Organisation internationale de normalisation, Normes internationales, ISO 3166.

2. Autres symboles et abréviations

B	= Banque/compagnie d'assurances/institution financière
E	= Economique (assistance)
F	= Firme ou entreprise
Fi	= Financière (assistance)
M	= Militaire (assistance)
NI	= Non identifié
N	= Nucléaire (assistance)
SA	= Afrique du Sud

* * *

NOTES

1/ Document révisé ultérieurement (E/CN.4/Sub.2/383/Rev.2) et paru en tant que publication des Nations Unies (numéro de vente : F.79.XIV.3).

2/ A des fins de références, un numéro de code (1990-..) a été attribué à chaque source dans les annexes du présent rapport. L'utilisation de l'année 1990 dans le numéro de code signifie que la source a été consultée pour établir le rapport mis à jour de 1990.

3/ Les textes complets de ces réponses peuvent être consultés au secrétariat.

4/ Les textes complets des observations reçues peuvent être consultés au secrétariat.

5/ Les textes de ces communications peuvent être consultés au secrétariat.

SOUTH AFRICAN TRANSNATIONAL CORPORATIONS ABROAD

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Abercom Group Ltd.	American Davidson Inc.	Engineering	U.S.A.
	Berry Davidson S.A.	Industrial fans	France
	Davidson of Australia (Pty) Ltd.	—	Australia
	Davidson & Company Ltd.	Power station fans	U.K.
	Davidson Group Ltd.	—	Jersey
	Davidson N.V.	—	Netherlands Antilles
	MacBoer B.V.	—	The Netherlands
Adcock Ingram Ltd.	SATAS (U.K.) Ltd.	—	U.K.
	Keatings Finance Establishment (Lichtenstein)	Financing	Lichtenstein
	Datlabs (PVT) Ltd. (Zimbabwe)	Pharmaceutical manufacture and distribution	Zimbabwe
Die Afrikaanse Pers (1962) BPK	Republican News Agencies (PVT) Ltd.	News Agencies	Zimbabwe
Allied Technologies Ltd.	Calvert Holding Inc.	Technologies	U.S.A.
Amalgamated Retail Ltd.	Scotts Retail (Lesotho) (Pty) Ltd.	Retailers	Lesotho
	Scotts Retail (Swaziland)	Retailers	Swaziland
	Geen & Richards (Swaziland) (Pty) Ltd.	Chain-stores	Swaziland
	Shoecorp Shoe Stores (Lesotho) (Pty) Ltd.	Shoe stores	Lesotho
	Shoecorp Shoe Stores (Swaziland) (Pty) Ltd.	Shoe stores	Swaziland
Anglo-American Coal Corp. Ltd.	Gatooma Magnesite (PJT) Ltd.	Magnesite	Zimbabwe
	Refractory Products Ltd.	Refractory products	Zimbabwe
Anglo-American Corp. of South Africa Ltd.	Angborne Investments Australia (Pty) Ltd.	Investments	Australia
	Ausrand (Pty) Ltd.	—	Australia
	Spinifex Finance (Pty) Ltd.	Finances	Australia
	Australian Anglo-American Services Ltd.	Services	Australia
	Anglo-American Investment Trust (Bermuda) Ltd.	Investment Trust	Bermuda
	Anglo-American Corp. Botswana (Services) (Pty) Ltd.	Services	Botswana
	West End Property Co. (Pty) Ltd.	Properties	Botswana
	Morupule Colliery (Pty) Ltd.	Mining	Botswana
	Compagnie Financière Eurafricaine S.A.	Financing	France
	Bureau d'Opérations Industrielles et Commerciales	Industrial and commercial operations	France
	Charter France S.A.	—	France
	Charter France Services S.A.	—	France
	Anglo-American Lesotho Services Co. (Pty) Ltd.	—	Lesotho
	Allgro Holdings Ltd.	—	Liberia
	Anglo-Europlan Holdings Ltd.	—	Liberia
	Anmines Ltd.	Mining	Liberia
	Aval Holdings Ltd.	—	Liberia
	Benam Holdings Ltd.	—	Liberia
	Brazam Ltd.	—	Liberia
	Catalina Ltd.	—	Liberia
	Codemin Holdings Ltd.	—	Liberia
	Falcon Investments Ltd.	—	Liberia
	Hime Holdings Ltd.	—	Liberia
	Anglo-Australia S.A.	—	Luxembourg

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Anglo-American Corp. of South Africa Ltd. (cont'd)	Anglo-Rand Holdings S.A.	—	Luxembourg
	Axalux Holdings Ltd	—	Luxembourg
	Lighthouse Investments Ltd.	Investments	Luxembourg
	Orlop Investments Ltd.	Investments	Luxembourg
	Georgic Holdings N.V.	—	Netherlands Antilles
	Rockhold Antilles N.V.	—	Netherlands Antilles
	Anglo-American Services (Nederland) B.V.	Services	Netherlands
	Gallic Holdings B.V.	—	Netherlands
	Rockhold B.V.	—	Netherlands
	Swaziland Iron Ore Development Co. Ltd.	Mining	Swaziland
	Swaziland Industries (Pty) Ltd.	—	Swaziland
	Electramic Ltd.	—	U.K.
	Luxam Ltd.	—	U.K.
	Anglo-American Corp. (Central Africa) Ltd.	—	Zambia
	NRI Limited	—	Zimbabwe
	NEIL Chrome Mines Ltd.	Chrome	Zimbabwe
	Rhochrome Ltd.	Chrome	Zimbabwe
Anglo-American Gold Investment Co. Ltd.	Amgold Australia (Pty) Ltd.	—	Australia
	Anglo-American Corp. Argentina Holdings Ltd.*	—	Argentina
	Anglo-American Corp. Brazil Ltd.*	—	Brazil
	Australian Anglo-American Gold (Pty) Ltd.*	—	Australia
	New Zealand Holdings Ltd.	—	New Zealand
Anglo-American Industrial Corp. Ltd.	A.D.D. Investments (Pty) Ltd.	Investments	Australia
	Boart Australia Ltd.	Equipment and services to the mining industry	Australia
	Conlog (Australia) (Pty) Ltd.	—	Australia
	Longyear Australia (Pty) Ltd.	Exploration drilling equipment	Australia
	Civil and Mining Contracting Co. Ltd.	—	Bahamas
	Longyear do Brazil Limitada	Exploration drilling equipment	Brazil
	Boart International Finance Ltd.	Finances	British Virgin Islands
	Boart Canada Incorporated	Hard metals	Canada
	Longyear Canada Inc.	Exploration drilling equipment	Canada
	Longyear Co. Chile Limitada	Exploration drilling equipment	Chile
	Longyear Centroamericana S.A.	Exploration drilling equipment	Costa Rica
	Boart O.Y.	—	Finland
	Longyear France S.A.	Exploration drilling equipment	France
	Boart Harometals (Europe) Ltd.	Hard metals	Ireland
	Conlog Ltd.	—	Israel
	Nippon Longyear Company Ltd.	Exploration drilling equipment	Japan
	Wendt Japan K.K.	—	Japan
	Longhold Ltd.	—	Liberia
	Boart International Luxembourg S.A.H.	—	Luxembourg
	Chrisbros S.A. de C.V.	—	Mexico
	Longyear de Mexico S.A. de C.V.	Exploration drilling equipment	Mexico
	Boart Antilles N.V.	—	Netherlands
	Boart Drilling International B.V.	Drilling equipment	Netherlands
	Longyear Nederland B.V.	Exploration drilling equipment	Netherlands
	Portadrill B.V.	—	Netherlands
	Longyear Papua New Guinea (Pty) Ltd.	Exploration drilling equipment	Netherlands
	Longyear New Zealand Ltd.	Exploration drilling equipment	New Zealand
	Boart A.S.	Equipment and services to the mining industry	Norway

* Anglo-American owns 20 %.

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Anglo-American Industrial Corp. Ltd. (cont'd)	Longyear Philippines Inc.	Equipment and services to the mining industry	Phillippines
	Boart Drilling and Contracting (Portugal) Limitada	—	Portugal
	Diamantes Industriales Roder S.A.	Industrial diamonds	Spain
	Longyear Iberia S.A.	Exploration drilling equipment	Spain
	Boart (Sweden) A.B.	—	Sweden
	Wendt Slipsteknik A.B.	Grinding technique	Sweden
	Conlog A.G. Ltd.	—	Switzerland
	Bell Mining Equipment (U.K.) Ltd.	Mining equipment	U.K.
	Binvest Ltd.	—	U.K.
	Boart Investments (U.K.) Ltd.	Investments	U.K.
	Boart (U.K.) Holdings Ltd.	—	U.K.
	Conlog (U.K.) Ltd.	—	U.K.
	Dongray Industrial Ltd.	—	U.K.
	Longyear (U.K.) Ltd.	Exploration drilling equipment	U.K.
	Boart Hardmetals Inc.	Hard metals	U.S.A.
	Conlog Incorporated	—	U.S.A.
	Longyear Americas Inc.	Exploration drilling equipment	U.S.A.
	Longyear Company	—	U.S.A.
	Longyear International Inc.	—	U.S.A.
	Portadrill Inc.	—	U.S.A.
	Wendt Gringing Corp.	Grinding technique	U.S.A.
	B.B.G. Betonbohr-Beteiligungs G.M.B.H.	Concrete drills	West Germany
	Boart G.M.B.H.	—	West Germany
	Boart H.W.F., G.M.B.H. & Co. KG	—	West Germany
	Longyear Deutschland G.M.B.H.	Exploration drilling equipment	West Germany
	Wendt G.M.B.H.	Grinding technique	West Germany
	Amalgamated Construction Co. Ltd.	—	Zambia
	Boart Zambia Ltd.	—	Zambia
	The Deep Drilling Co. Ltd.	—	Zambia
	Boart Drilling and Contracting Ltd.	Drilling and contracting	Zimbabwe
	Shepherd's Engineering (PVT) Ltd.	Engineering	Zimbabwe
	Steel Engineering Co. (PVT) Ltd.	Engineering	Zimbabwe
Anglovaal Industries Ltd.	Bitumat Ltd. (Zimbabwe)	Road emulsions	Zimbabwe
Anglovaal Ltd.	Anglo Transvaal Trustees Ltd.	—	U.K.
Argus Printing and Publishing Company Ltd.	Accounting Systems Botswana (Pty) Ltd.	Accounting systems	Botswana
Associated Furniture Companies Ltd.	Duncan Bayne Swaziland (Pty) Ltd.	Furniture	Swaziland
	Sealy (Zimbabwe) (PVT) Ltd.	Furniture	Zimbabwe
Bank Holding Corp. of South Africa Ltd.	SAGIT AG Zurich	Banking	Switzerland
Barlow Rand Ltd.	J. Bibby & Sons (U.K.)	Confectioners	U.K.
T.W. Beckett & Company Ltd.	Rosebeck A.G. (Lichtenstein)	—	Lichtenstein
Berzack Brothers (Holdings) Ltd. (U.K.)*	BIVEC Confirming (U.K.) Ltd.	—	U.K.
	Eastman Machine Co. Ltd.	Machinery	U.K.
	Eastman Machine Manufacturing Co. Ltd. (U.K.)*	Machine manufactory	U.K.
	Bivec Confirming (USA) Inc.	—	U.S.A.

* B.B. holds 50 %.

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Bonuskor Ltd. (Volkas Group)	SACOEX S.A.	Exports	Spain
Bradlows Stores Ltd.	Bradlow's Stores (Zimbabwe) Ltd.	Chain stores	Zimbabwe
Bromain Holdings Ltd.	Atir Ltd. (Israel)	Electronics	Israel
	Salton Holdings BV	Domestic appliances	Netherlands
	Salton Deutschland GMBH	Domestic appliances	West Germany
Buffalo Corporation Ltd.	Buffalo GMBH	—	West Germany
Cape Wines & Distillers Ltd.	Allan Cameron & Sons (Edinburgh) Ltd.	Dormant	U.K.
	Bergkelder Wine (Toronto) Ltd.	Dormant	Canada
	Castle Wine & Brandy (Zimbabwe) (PVT) Ltd.	Investment	Zimbabwe
	Henry C. Collison & Sons Ltd. (London)	Wholesale	U.K.
	Mountain Cellar Wine (Toronto) Ltd.	Dormant	Canada
	Richelieu et Cie Société Anonyme	Trading	France
	Swaziland Liquor Distributors Ltd.	Wholesale	Swaziland
	Vins et Spiritueux Richelieu S.A. (Zurich)	Investment holding	Switzerland
Charter Consolidated P.L.C.*	Anderson Mavor (USA) Ltd.	Mining	U.S.A.
	Anderson Strathclyde Australia (Pty) Ltd.	Mining	Australia
	Anderson Strathclyde PLC	—	U.K.
	Barnato (Holdings) U.K. Ltd.	—	U.K.
	Beralt Tin & Wolfram (Portugal) SARL	Minerals	Portugal
Clicks Stores Ltd.	Okelemp Corp. Inc (USA)	—	U.S.A.
C.N.A. Gallo Ltd.	Central News Agency (SWA) Ltd.	Retailers	Namibia
	Kincen Holdings Ltd.	Holding company	Bahamas
	Censure Investments Ltd.	Insurance	Bermuda
	Raltons Holdings Ltd.	Dormant	Cayman Islands
Consolidated Gold Fields Ltd. (AAC)	Clwyd Road Surfacing Ltd. (Wales)	Road surfacing	U.K.
	Craig-Yr-Hesg Aggregates Ltd. (Wales)	—	U.K.
	Cornish Road Metal Ltd.	Road metals	U.K.
	Cwmrhdyceirw Quarry Co. Ltd. (Wales)	Quarrying	U.K.
	CGF Iron Holdings (Pty) Ltd.	—	Australia
	New Guinea Goldfields Ltd.	Mining	Australia
	Arc Estates Ltd.	Estates	Barbados
	Devresse & Simon N.V.	—	Belgium
	Tennant International (Belgium) S.A.	—	Belgium
	Zeemineralen N.V.	Minerals	Belgium
	Gold Fields (Bermuda) Ltd.	—	Bermuda
	Gold Fields Canadian Mining Ltd.	Mining	Canada
	Union Filters Ltd.	Filters	Canada
	Union Tractor Industries (1981) Ltd.	Tractors	Canada
	Gold Field Greeland A/S	—	Denmark
	Spollen Concrete (Dublin) Ltd.	Concrete	Ireland
	Bassett Metalhandel GMBH	Metals	West Germany
	Gold Fields Insurance Ltd.	Insurance	Guernsey
	N.V. Dragrata Lanaken	—	Netherlands

* AAC via her subsidiary «Minorco»

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Consolidated Gold Fields Ltd. (AAC) (cont'd)	Jonker Beton B.V.	Concrete	Netherlands
	B.V. Der Kempen	—	Netherlands
	C. Van Den Heuvel en Zonen's Grint- en Zandhandel B.V.	Gravel and sand	Netherlands
	Van Nieuwpoort Scheepvaart B.V.	Shipping	Netherlands
	Amey Roadstone Asia Ltd.	Roadstones	Hong Kong
	Alumasc (Luxembourg) S.A.	—	Luxembourg
	Ulster Limestone Corp. Ltd.	Limestone	U.K.
	Gold Fields Espanola S.A.	—	Spain
	Gold Fields Holding A.G.	—	Switzerland
	American Tractor Parts Inc.	Tractor spares	U.S.A.
	Associated Sand and Gravel Co. Inc.	Sand and gravel	U.S.A.
	McKinley Iron Co.	Iron	U.S.A.
	Cargus Packaging (Pty) Ltd.	Packaging	U.S.A.
	Consol Glass (Pty) Ltd.	Glas	U.S.A.
Darling & Hodgson Ltd.	D&H Europe BV	—	Netherlands
	Case Co. SA	—	Switzerland
	Pioneer Ready Mixed Concrete (PVT) Ltd.	Ready mixed concrete	Zimbabwe
	Spot Construction Ltd.	Constructors	Jersey
De Beers Consolidated Mines Ltd.	De Beers Industrial Diamonds (Ireland) Ltd.	Industrial diamonds	Ireland
	De Beers Prospecting Botswana (Pty) Ltd.	Prospecting	Botswana
	De Beers Lesotho Mining Company (Pty) Ltd.	Mining	Lesotho
	De Beers European Holding S.A.	—	Luxembourg
	Debid (Pty) Ltd.	—	Australia
	De Beers Diamantas Industrias do Brazil Limitada	Industrial diamonds	Brazil
Enyati Resources Ltd.	Tavares Investments N.V. (Netherlands)	Investments	Netherlands
	A.C. Marijnessen Holding B.V. (Netherlands)	—	Netherlands
	Rebemor S.A. (Switzerland)	—	Switzerland
Federale Volksbeleggings BPK	Firestone Zambia Ltd.	—	Zambia
	Fed Electronic GMBH	Electronic	West Germany
	Farmac N.A. N.V.	—	Belgium
	Farmac Nederland B.V.	—	Netherlands
	Lenfarm AG	—	West Germany
	Swaziland Chemists (Pty) Ltd.	Chemists	Swaziland
Fedfood Beperk	Zimbabwe Drug Houses Ltd.	Drug houses	Zimbabwe
	Botswana Grain & Milling (Pty) Ltd.	Grain and milling	Botswana
	Botswana Bonemeal Factory (Pty) Ltd.	Bonemeal	Botswana
	FF Trading (Jersey) Ltd.	Trading	Jersey
	Simba-Quix Sales (Swaziland) Ltd.	—	Swaziland
	Sideafa Agencies Establishment (Lichtenstein)	—	Lichtenstein
FINTEC Ltd.	Litemaster Industries (PVT) Ltd.	—	Zimbabwe
	Litemaster A.G. Zug	—	Switzerland
	Litemaster Industries Ltd.	—	U.K.
Fraser Alexander Ltd.	Boskop Graniet International BV (Holland)	Granite	Netherlands
	Boskop NV (Antilles)	—	Antilles
	Granite & Quartzite Centre Inc. (USA)	—	U.S.A.

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Fraser Alexander Ltd. (cont'd)	Dorking Agencies Ltd. (Hong Kong)	Granite	Hong Kong
	Mannheimer Granit Handel GMBH	Granite	West Germany
	Quick Chartering (1980) Ltd. (Bermuda)	—	Bermuda
Fraser Ltd.	Alexander Fraser & Son Ltd. (U.K.)	Financing	U.K.
	Fraser Ross Finance Ltd. (U.K.)	Financing	U.K.
	Fraser Air (Lesotho) (Pty) Ltd.	Air Charter	Lesotho
	Frasers (Botswana) (Pty) Ltd.	—	Botswana
	Frasers (Swaziland) Ltd.	—	Swaziland
Genbel Investments Ltd.	Greenwell GIC Securities Ltd. (U.K.)	Securities	U.K.
General Erection Holdings Ltd.	Genric Electrical (Botswana) (Pty) Ltd.	Electricity	Botswana
General Mining Union Corp. Ltd.	Union Corporation (Luxembourg) — S.A.	—	Luxembourg
	Union Corporation (Australia) (Pty) Ltd.	—	Australia
	General Australian Explorations (Pty) Ltd.	Explorations	Australia
	Gencor (Australia) Ltd.	Mining interests	Australia
	Union Holdings Ltd. (London)	—	U.K.
	Gencor (U.K.) Ltd.	Mining interests	U.K.
	Hume Pipe Co. Ltd.	Pipes	Zimbabwe
General Tire & Rubber Company (S.A.) Ltd.	Beroscar Ltd.	Dormant	U.K.
	Polyrub S.A.	Dormant	Switzerland
	Pigott Maskew Ltd.	Industrial rubber products	Zambia
	The General Tyre and Rubber Co. Ltd.	Distributors	Zambia
	General Beltings (PVT) Ltd.	Beltings	Zimbabwe
	Pigott Maskew (PVT) Ltd.	Industrial rubber products	Zimbabwe
	The General Tyre & Rubber Co. Swaziland (Pty) Ltd.	Dormant	Swaziland
Goldfields of S.A.	Gold Fields do Brasil Participaco es LDA (Brazil)	—	Brazil
	Terraservice-Projetos Geologicos LDA (Brazil)	Geological projects	Brazil
	Gold-Fields Botswana (Pty) Ltd. (Botswana)	Mining	Botswana
Grinaker Holdings Ltd.	Grinaker Precast (Swaziland) (Pty) Ltd.	Precast concrete	Swaziland
	S. Hilton-Barber (Swaziland) (Pty) Ltd.	Construction	Swaziland
	Grinaker Construction (Botswana) (Pty) Ltd.	Construction	Botswana
	O. Grinaker (Blantyre) (Pty) Ltd.	Dormant	Malawi
The Griqualand Exploration & Finance Co. Ltd.	Central Asbestos (Botswana) (Pty) Ltd.	Dormant	Botswana
	Asbestos Refining Co. (Zimbabwe) (Pty) Ltd.	Dormant	Zimbabwe
	Central Asbestos Co. Ltd.	Selling organisation	U.K.
	Central Tradimex Ltd.	Trade in minerals	U.K.
	Cenbes S.A.	Selling organisation	Switzerland
Gubb and Inggs	Stucken & Whittingham (Lesotho) Ltd.	Wool	Lesotho
	Texas International Mohair Inc.	Mohair	U.S.A.
Haggie Ltd.	African Wire Ropes Ltd. (Zambia)	Wire ropes	Zambia

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Haggie Ltd. (cont'd)	Copperbelt Rope Splicers Ltd. (Zambia)	Rope splicers	Zambia
	Haggie Gourock (PVT) Ltd. (Zimbabwe)	—	Zimbabwe
	Haggie Wire & Rope Ltd. (Zimbabwe)	Wire rope	Zimbabwe
	Samuel Osborn (PVT) Ltd. (Zimbabwe)	—	Zimbabwe
	Rascon Holdings (PVT) Ltd. (Zimbabwe)	—	Zimbabwe
	Wire Industries (Botswana) (Pty) Ltd.	Wire manufactor	Botswana
	Jupiter Holdings Ltd. (Jersey)	—	Jersey
	Neaspring Industries BV (Netherlands)	—	Netherlands
Hendlers Ltd.	Hendler & Hendler Swaziland (Pty) Ltd.	—	Swaziland
	Hendlers (U.K.) Ltd.	—	U.K.
Irvin and Johnson Ltd.	Irvin & Johnson (Australia) (Pty) Ltd.	Frozen foods	Australia
	Irvin & Johnson (Great Britain) Ltd.	Frozen foods	U.K.
	Irvin & Johnson (Swaziland) Ltd.	Frozen foods	Swaziland
	Marshall Farm (PVT) Ltd.	—	Zimbabwe
Johannesburg Consolidated Investment Company (JCI) Ltd.	African Fencing & Wire Industries (PVT) Ltd.	Fencing and wire industry	Zimbabwe
	E.C. Lenning (PVT) Ltd.	—	Zimbabwe
	Prospects of Zimbabwe (PVT) Ltd.	Mining and prospecting	Zimbabwe
	P.O.Z. Nominees (PVT) Ltd.	Mining and prospecting	Zimbabwe
	Zimbabwe Mining Investments Ltd.	Mining and prospecting	Zimbabwe
	Barnato Brothers Ltd.	Finance	U.K.
John Orr Holdings Ltd.	John Orr (Zimbabwe) (Pty) Ltd.	Chain stores	Zimbabwe
Kaap-Kunene Beleggings BPK	Consortium Enterprises Ltd.	—	Bermuda
	Sociedad Pesquera Atlantic Pacific Ltd.	Fisheries	Chile
Kirsch Trading Group Ltd.	African Interests Ltd. (Lichtenstein)	—	Lichtenstein
	Berger & Co. Ltd. (U.K.)	—	U.K.
	D.Q. Hendriques & Co. (Pty) Ltd.	—	U.K.
	Kalakreich Ltd. (U.K.)	—	U.K.
	Russell Furnishers (Pty) Ltd.	Furnishers	Swaziland
	Wanda Furnishers (Pty) Ltd.	Furnishers	Swaziland
L.T.A. Ltd.	James Thompson Ltd.	Builders	Zimbabwe
	Spencer (Melksham) (PVT) Ltd.	—	Zimbabwe
	J.C. Groenewald Construction (Botswana) (Pty) Ltd.	Construction	Botswana
	LTA Construction (Botswana) (Pty) Ltd.	Construction	Botswana
	LTA Construction (Swaziland) Ltd.	Construction	Swaziland
	Swaziland Concrete Contractors Ltd.	Concrete contractors	Swaziland
	Moolman Brothers Construction Co. (Pty) Ltd.	Construction	Lesotho
Lucem Holdings Ltd.	C&P Holdings NV (Netherlands Antilles)	—	Antilles
	C&P Plastics Inc. (USA)	Plastic	U.S.A.
Malbak Ltd.	Bakke International S.A.	—	Luxembourg

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Merhold Ltd.	Merchant International Holdings Inc. (Panama)	—	Panama
Messina Ltd.	M.T.D. Copper (Sales) Ltd.	Sales office	U.K.
Miscor Holdings Ltd.	Gateway International BV (Holland)	—	Netherlands
	Metlease Inc. (USA)	—	U.S.A.
	Wilmic (Canada) Inc.	—	Canada
	Wilmic International S.A.	—	Lichtenstein
	Gateway International Corp.	—	U.S.A.
	Metrek Corp.	—	U.S.A.
	Trekamerica Corp.	—	U.S.A.
	Trekamerica Limited	—	U.K.
	Mogate Holdings Limited	—	U.K.
	Gateway Management Services S.A.	Management services	Switzerland
Middle Witwatersrand (Western Areas) Ltd.	Harmony Lands & Minerals Ltd.	—	U.K.
Minerals & Resources Corp. Ltd. (Minorco) Luxemburg	Minorco Canada Ltd.	Mining	Canada
	Zamanglo Ltd. (Zambia)	Mining	Zambia
	Inspiration Copper (USA)	Mining	U.S.A.
	Terra Chemicals (USA)	Chemical	U.S.A.
	Inspiration Coal Inc.	Coal	U.S.A.
	Trend Oil Bermuda	Oil	Bermudea
Murray & Roberts Holdings Ltd.	Helicopteros Marino S.A. (Argentine) (Pty) Ltd.	Marine helicopters	Argentina
	Robair Switzerland (Pty) Ltd.	—	Switzerland
	Breitacker A.G. (Switzerland) (Pty) Ltd.	—	Switzerland
	Bitumen Products Manufacturing Co. Ltd. (Zambia)	Bitumen Products	Zambia
	Petrocentral Ltd. (U.K.)	—	U.K.
	Causeway Shipping U.K. Ltd.	Shipping	U.K.
	Diving Services of Africa (Zambia) (Pty) Ltd.	Diving services	Zambia
	Bavaria Wadekor (Pty) Ltd.	Building contractors	West Germany
	Gillis Mason Construction Co. (Swaziland) (Pty) Ltd.	Construction	Swaziland
	Roberts-Union Corp. In. (USA) (Pty) Ltd.	—	U.S.A.
	Robcor International Corp. (USA) (Pty) Ltd.	—	U.S.A.
	Huddy Diamond Crown Setting Co. (Zimbabwe) (Pty) Ltd.	—	Zimbabwe
	Unidrilling Zimbabwe (Pty) Ltd.	—	Zimbabwe
Nasionale Pers BPK	Via Afrika (Botswana) (Pty) Ltd.	—	Botswana
Natal Bolts Ltd.	Dysaft Limited (U.K.)	—	U.K.
The Nedbank Group Ltd.	Lancelot S.A.	—	Luxembourg
	Nedeurope S.A.	—	Luxembourg
	N.B.S.A. Nominees Ltd.	—	U.K.
	Prime Securities S.A. (Luxembourg)	Securities	Luxembourg
	Ned Finance A.G. (Switzerland)	Finance	SWITZERLAND
	Ned Finance Asia Ltd. (Hong Kong)	Finance	Hong Kong
Oceana Fishing Group Ltd.	Tafelberg Fisheries (Australia) (Pty) Ltd.	Dormant	Australia

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
O.K. Bazaars (1929) Ltd.	OK Bazaars (Botswana) (1976) (Pty) Ltd.	Chain stores	Botswana
	OK Bazaars (Lesotho) (Pty) Ltd.	Chain stores	Lesotho
	OK Bazaars (Mbabane) (Pty) Ltd.	Chain stores	Swaziland
	OK Bazaars (Israel) Ltd.	Chain stores	Israel
	Worinag A.G. Switzerland	Chain stores	Switzerland
ORR-CO Retail Ltd.	John Orr & Co. (Zimbabwe) (PVT) Ltd.	Chain stores	Zimbabwe
Ovenstone Investments Ltd.	Kelvin Contracting (Pty) Ltd.	Building and construction	Lesotho
Pepkor Limited	Vans Stores (Pty) Ltd.	Clothes retailers	Swaziland
	PEP Stores (Pty) Ltd.	Clothes retailers	Lesotho
	Half Price Stores (Pty) Ltd.	Clothes retailers	Botswana
Plascon-Evans Paints Ltd.	Parthenon Paints (Lesotho) (Pty) Ltd.	Paints	Lesotho
	Plascon-Evans Paints (Swaziland) (Pty) Ltd.	Paints	Swaziland
Power Technologies Ltd.	Consolidated Lighting (PVT) Ltd. (Zimbabwe)	Lighting	Zimbabwe
Reunert Ltd.	Sucaro Investments (Jersey) (Pty) Ltd.	Investments	Jersey
	Telettra Swaziland (Pty) Ltd.	—	Swaziland
Rentmeester Beleggings	Luxavia (Pty) Ltd.	Air liners	Benelux
Rustenburg Platinum Holdings Ltd.	Matthey Rustenburg Refiners (U.K.) Ltd.	Mining	U.K.
Saficon Investment Ltd.	Lectrolite Products (Ireland)	Lectrolite products	Ireland
	Lectrolite Products (Swaziland) Ltd.	Lectrolite products	Swaziland
S.A. Manganese Amcor Ltd. (Samancor Ltd.)	Auvernier Ltd. (U.K.)	Mining	U.K.
	Samancor Overseas Ltd. (U.K.)	—	U.K.
	Samancor Botswana (Pty) Ltd.	—	Botswana
	Samancor Metals & Minerals Ltd. (Virgin Islands)	Metals and minerals	Virgin Islands
	Metmarks A.G. (Switzerland)	—	Switzerland
	Anglo American de Portugal Holding Ltd. (Portugal)	—	Portugal
	Euromina SARL (Lisbon)	—	Portugal
SAPPI Ltd.	Sappi (Zimbabwe)	Manufacturing and marketing	Zimbabwe
	Bondtite (Australia) (Pty) Ltd.	—	Australia
	Boxes and Shooks (Swaziland) (Pty) Ltd.	—	Swaziland
Searcel Investment Corp. Ltd.	Harven Manufacturing Co. (PVT) Ltd.	Manufacturing	Zimbabwe
S.A. BIAS HOLDINGS LTD.	Merchant Shippers (U.K.) Ltd.	Shipping	U.K.
Sun Hotels International Ltd.	Swazispa Holdings Ltd.	—	Botswana
	Sun International (Botswana) (Pty) Ltd.	Hotel	Botswana
	Sun International of Lesotho (Pty) Ltd.	Hotel	Lesotho
	Sun Hotels International (Bermuda) Ltd.	Hotel	Bermuda
	Casino de Maurice Ltd.	Casino	Mauritius
Television and Electrical Holdings Ltd.	Tedelex London (Pty) Ltd.	Computers/electronics	U.K.
	Tedelex (Zambia) Ltd.	Computers/electronics	Zambia
	Systema (U.K.) Ltd.	Electronics	U.K.
	Tedelex (Israel) Ltd.	Computers/electronics	Israel

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Tiger Oats and National Milling Co. Ltd.	Combined Shipping and Trading Co. Ltd. (U.K.)	Shipping and trading	U.K.
	Imex Mercantile (U.K.) Ltd.	Imports/exports	U.K.
	Comshipco (London) Ltd.	Shipping	U.K.
	C.S. & T. Ltd. (U.K.)	—	U.K.
	Exeter Sales (London) Ltd.	—	U.K.
	Schwarz Services Ltd. (U.K.)	—	U.K.
	Comshipco Schiffarts GMBH (Germany)	Shipping	West Germany
	Crown Oil Mills (Hong Kong) Ltd.	Oil mills	Hong Kong
	Crown Oil Mills (Zimbabwe) (PVT) Ltd.	Oil mills	Zimbabwe
	Tiger Oats and National Milling Co. (Zimbabwe) (PVT) Ltd.	Millers	Zimbabwe
	Edible Products (Africa) (Pty) Ltd. (Botswana)	Edible products	Botswana
	Tati Agric. Ltd. (Botswana)	—	Botswana
	Gazellant N.V. (Netherlands)	—	Netherlands
	Serat N.V. (Netherlands)	—	Netherlands
	Donge Exploitiemaatschappij (Netherlands)	—	Netherlands
	Weesperkarspel B.V. (Netherlands)	—	Netherlands
	Maluti Distributors (Pty) Ltd. (Lesotho)	Distributors	Lesotho
	Lesotho Milling Co. (Pty) Ltd.	Millers	Lesotho
	N.F.H. Investments (Jersey) Ltd.	Investments	Jersey
	Pacific Imex (New Zealand) Ltd.	Imports/exports	New Zealand
	Comshipco (USA) Ltd.	Shipping	New Zealand
	Macvic Trading Ltd. (Canada)	—	Canada
Trade and Industry Acceptance Corp. Ltd.	Trade and Industry Acceptance Corp. (Australia) (Pty) Ltd.	—	Australia
	Trade and Industry Acceptance Corp. (Belgium) S.A.	—	Belgium
	Trade and Industry Corp. (Bermuda) Ltd.	—	Bermuda
	Commercial & Industrial Credit Insurance Corp. Ltd.	—	Bermuda
	Trade & Industry Acceptance Corp. (Far East) Pty Ltd.	—	Hong Kong
	Hawkesley Ltd.	—	Hong Kong
	T.I.A.C. (Asia) Ltd.	—	Hong Kong
	Trade & Industry Acceptance Corp. (Israel) Ltd.	—	Israel
	Anglo African Shipping Co. of Israel Ltd.	—	Israel
	Fedship (Netherlands Antilles) N.V.	—	Netherlands Antilles
	Selhurst Corporation N.V.	—	Netherlands Antilles
	Fedship B.V.	—	Netherlands
	M.D.C. Shipping (Netherlands) B.V.	Shipping	Netherlands
	Farley Corporation	—	Panama
	Anglo Overseas	—	Panama
	Trade & Industry Acceptance Corp. (Far East) Pty Ltd.	—	Singapore
	Iverford (Pty) Ltd.	—	Singapore
	Commonwealth Shippers (Swaziland) (Pty) Ltd.	Shipping	Swaziland
	T.I.A.C. AG	—	Switzerland

COMPANY	SUBSIDIARY	TYPE OF INDUSTRY	COUNTRY OF INVESTMENT
Trade and Industry Acceptance Corp. Ltd. (cont'd)	Trade and Industry Acceptance (London) Ltd. Corporation	-	U.K.
	Affiliated Exporters (London) Ltd.	Exporters	U.K.
	Commonwealth International Shippers (U.K.) Ltd.	Shippers	U.K.
	Landau & Coetsee Ltd.	-	U.K.
	Trade and Industry Acceptance Corp. (South East Asia) Ltd.	-	U.K.
	Anglo African Shipping Co. (U.K.) Ltd.	Shipping	U.K.
	Anglo Commercial Finance Co. Ltd.	Commercial finance	U.K.
	Beechbray Ltd.	-	U.K.
	Knightbest Ltd.	-	U.K.
	Manufacturers Development Co. Ltd.	-	U.K.
	Trade and Industry Corp. (USA) Inc.	-	U.S.A.
	Commonwealth Shippers (USA) Inc.	Shippers	U.S.A.
	Empire State Buying Corp.	-	U.S.A.
	Anglo African Shipping Co. of New York Inc.	Shippers	U.S.A.
	Anglo Commercial Corporation	-	U.S.A.
The Union Steel Corporation of SA, Ltd.	Veldmaster Incorporated	-	U.S.A.
The Unisec Group Ltd.	L. Suzman (U.K.) Ltd.	Tobacco	U.K.
Veka Ltd.	M. Bertish & Co.	-	U.K.
W & A Investment Corporation Ltd.	Elfstern N.V.	-	Belgium
	Amethyst Services (Jersey) Ltd.	-	Jersey
	Mei Mei N.V.	-	Netherlands Antilles
	Cymot Namibia (Pty) Ltd.	-	Namibia
	Beleggingsmaatschappij Almere B.V.	Investments	Netherlands
	Valreal A.G.	-	Switzerland
	Bowman Securities Ltd. (U.K.)	Securities	U.K.
	Poole Securities Ltd. (U.K.)	Securities	U.K.
	Dewhurst Dent PLC (U.K.)	-	U.K.
	Keted Investment S.A. (U.K.)	Investments	U.K.
Williams Hunt S.A. Ltd.	Motor & General Supplies (Botswana) (Pty) Ltd.	Motor and general supplies	Botswana
	E.W. Tarry P.L.C.	Motors	U.K.
	Williams Hunt Motors & Tools (U.K.) Ltd.	Motors and tools	U.K.
	Burgasvet Securities Ltd.	Securities	U.K.
	Mukwa Properties (PVT) Ltd.	Properties	Zimbabwe

Source: Apartheid for Export? South African Transnational Corporations Abroad, ICFTU, Brussels, June 1989.